

Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2015

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2015

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014 :

- **Bénéfice net de 1 milliard de dollars, en baisse de 7 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 146 millions, en hausse de 5 %**
- **BPA² de 1,49 \$, en baisse de 7 %, et BPA ajusté^{1, 2} de 1,71 \$, en hausse de 5 %**
- **RCP de 11,4 %, comparativement à 14,3 %, et RCP ajusté¹ de 13,2 %, contre 14,6 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 161 millions de dollars, contre 162 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,2 %**
- **Dividende de 0,82 \$, en hausse de 0,02 \$ ou de 2 %**

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014 :

- **Bénéfice net de 1 999 millions de dollars, en baisse de 6 %, et bénéfice net ajusté¹ de 2 187 millions, soit le même montant**
- **BPA² de 2,95 \$, en baisse de 7 %, et BPA ajusté^{1, 2} de 3,24 \$, soit le même montant**
- **RCP de 11,6 %, comparativement à 14,3 %, et RCP ajusté¹ de 12,8 %, contre 14,6 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 324 millions de dollars, contre 261 millions**

Toronto, le 27 mai 2015 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2015, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 999 millions de dollars ou 1,49 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 146 millions ou 1,71 \$ par action. Le bénéfice net comptable tient compte d'une charge de 106 millions liée principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles.

« BMO a obtenu de bons résultats au deuxième trimestre. Notre bénéfice net ajusté s'est élevé à 1,1 milliard de dollars, soit une hausse de 5 % par rapport à la même période l'an dernier et de 10 % par rapport au premier trimestre. Nos groupes d'exploitation ont obtenu un bon rendement illustrant les avantages de la diversification de nos activités par région et par type de client, a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nos Services bancaires Particuliers et entreprises ont produit un bénéfice ajusté combiné de 706 millions de dollars, une hausse de 8 % comparativement à la même période l'an dernier. La Gestion de patrimoine a poursuivi sur son excellente lancée, le bénéfice net ajusté de nos activités traditionnelles de gestion de patrimoine affichant une croissance de 23 %. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a nettement rebondi par rapport aux résultats du trimestre précédent.

« Nous sommes persuadés que la poursuite de la stratégie continue que nous avons adoptée et notre engagement profond envers les clients favoriseront les occasions de croissance qui se présenteront dans tous les secteurs de la Banque », a conclu M. Downe.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,82 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2015, ce qui représente 0,02 \$ par action ou 2 % de plus qu'au trimestre précédent et 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an et correspond à un dividende annuel de 3,28 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2015, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2015, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 999 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, en baisse de 77 millions ou de 7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce qui a découlé d'une charge de 106 millions constatée durant le trimestre liée principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 146 millions, ayant progressé de 49 millions ou de 5 %.

Le bénéfice net ajusté des deux unités d'exploitation des Services bancaires PE et celui de la Gestion de patrimoine ont dépassé ceux d'il y a un an. En regard du trimestre précédent, les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont grandement renforcés du fait de la hausse des revenus du secteur Produits de négociation.

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 10,2 %.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation PE Canada

Le bénéfice net de 486 millions de dollars et le bénéfice net ajusté de 487 millions ont tous deux augmenté de 6 millions ou de 1 % sur un an. Les revenus se sont améliorés de 67 millions ou de 4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et à l'accroissement des revenus autres que d'intérêts de l'unité des services bancaires aux particuliers. Les charges ont augmenté de 48 millions ou de 6 %, ce qui témoigne des investissements consentis afin de favoriser l'essor des activités ainsi que des coûts plus élevés associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. Sur douze mois, la croissance des prêts et des dépôts a été de 3 % et de 7 %, respectivement.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les prêts ont augmenté de 2 % et les dépôts, de 6 %. Au cours du trimestre, nous avons lancé notre nouveau Compte accumulateur d'épargne, devenant ainsi la première banque canadienne à offrir à ses clients de l'intérêt bonifié afin de les récompenser d'épargner mensuellement. Pour la troisième année consécutive, nous avons reçu de Celent, un cabinet de recherche sur les services financiers mondiaux, un prix de banque modèle 2015 qui souligne l'excellence de nos services bancaires numériques.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont augmenté de 6 % et de 8 %, respectivement. Nous nous efforçons toujours de renforcer notre équipe de vente et de mettre au point de nouveaux produits et services qui combler les besoins de nos clients. Au cours du trimestre, nous avons inauguré l'outil BMO Opti-dépenses^{MC}, qui donne aux entreprises détentrices de cartes de crédit un accès pratique à leurs données de transaction afin qu'elles puissent voir et analyser leurs dépenses. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux petites et moyennes entreprises.

PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 206 millions de dollars, affichant une hausse de 49 millions ou de 31 % sur un an. Après ajustement, il s'est accru de 49 millions ou de 29 %, pour s'établir à 219 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est dégagé à 166 millions de dollars, ayant dépassé de 24 millions ou de 16 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 176 millions, ayant progressé de 22 millions ou de 14 %, ce qui a résulté de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont chiffrés à 707 millions de dollars, accusant ainsi une légère baisse, soit de 7 millions ou de 1 % comparativement à il y a un an, car l'élargissement plus marqué des volumes de prêts et de dépôts et la hausse des revenus tirés du financement hypothécaire ont été plus qu'annulés par le recul de la marge nette d'intérêts et des autres revenus sous forme de commissions. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 452 millions, n'ayant que peu changé grâce à une gestion rigoureuse des charges.

Les prêts ont augmenté de 3,5 milliards de dollars ou de 6 % sur un an, et ce, en raison surtout de la progression toujours forte des prêts aux entreprises et des prêts industriels de base, progression qui a été de 4,5 milliards ou 17 %.

BMO Harris Bank a su tirer parti des avancées technologiques pour rehausser l'expérience client, lançant ainsi durant le trimestre *Mobile Cash*, une nouvelle technologie qui permet aux clients d'effectuer des retraits aux guichets automatiques au moyen de leur téléphone intelligent. Par cette innovation, BMO Harris Bank a désormais le plus vaste réseau de guichets automatiques sans carte aux États-Unis. Durant le trimestre, BMO Harris Bank a également inauguré sa première *Smart Branch*, succursale où ses clients peuvent effectuer des transactions au moyen de guichets automatiques qui leur permettent de converser en mode vidéo avec un caissier.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net a été de 238 millions de dollars, ayant augmenté de 46 millions ou de 24 %. Après ajustement, il s'est dégagé à 265 millions, s'étant accru de 67 millions ou de 34 % sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 169 millions, pour une hausse de 32 millions ou de 23 %, laquelle a résulté d'une saine croissance interne et de celle générée par F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 96 millions, s'étant accru de 35 millions sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à l'incidence des variations favorables des taux d'intérêt à long terme et des avantages qu'ont procurés les changements apportés au portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion de l'actif et du passif.

Ayant atteint 833 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 221 milliards ou de 36 % par rapport à il y a un an, F&C qui a été acquise ayant représenté 137 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 14 % en raison de l'appréciation du dollar américain, de la progression des marchés et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

Au cours du trimestre écoulé et pour la deuxième année consécutive, le portail en ligne *Global Banking and Finance Review* a décerné à BMO Gestion de patrimoine le titre de Meilleure société de gestion de patrimoine au Canada pour l'année 2015, reconnaissant ainsi ses nombreuses forces, dont ses solutions complètes et personnalisées dans le domaine de la gestion de patrimoine, sa portée internationale, son expertise à l'échelle locale, la qualité de ses services de planification financière et son engagement continu à offrir une expérience client exceptionnelle. Ce portail en ligne a également reconnu l'excellence de nos secteurs à service complet de gestion de placements et de banque privée dans les catégories suivantes : BMO Banque privée a été nommée Meilleure banque privée au Canada en 2015, pour la cinquième année consécutive, et BMO Nesbitt Burns a obtenu les titres de Meilleure société de services-conseils sur les placements à service complet au Canada en 2015, pour la deuxième année d'affilée, et de Meilleure plateforme numérique intégrée de conseils en placement au Canada en 2015.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net s'est chiffré à 296 millions de dollars, en baisse de 9 millions ou de 3 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, la hausse des revenus ayant été annulée par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable. Les revenus ont augmenté de 61 millions ou de 6 % sur un an en raison de l'amélioration de ceux du secteur Produits de négociation. Compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 6 millions ou de 1 %.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux s'est vu attribuer plusieurs distinctions dans son domaine. Ainsi, le magazine *Global Finance* nous a nommés Meilleure banque d'affaires du monde dans les métaux et les mines, et ce, pour la sixième année consécutive, et nous avons été choisis un chef de file Greenwich 2015 dans la catégorie Part du marché des changes canadien, pour ce qui est de la part de marché des institutions de haut niveau, et dans celle Services des changes canadiens, pour ce qui est de la qualité. Le 24 mars 2015, BMO Marchés des capitaux a réalisé la première opération de négociation du RMB en l'honneur de l'inauguration officielle, au Canada, de la plateforme de négociation du RMB en Amérique.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a participé à 390 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 149 émissions de titres de créance de sociétés, 174 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 67 émissions d'actions, pour un total de 974 milliards de dollars.

Services d'entreprise

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est chiffrée à 227 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 58 millions il y a un an. La perte du trimestre à l'étude a compris une charge de 106 millions liée principalement à une restructuration visant à générer des efficiences opérationnelles. La charge reflète également le règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise. La perte nette ajustée des Services d'entreprise du deuxième trimestre de 2015 a été de 121 millions, contre 58 millions un an plus tôt, ce qui a résulté surtout de la baisse des revenus générés par le portefeuille de prêts productifs acquis.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 10,2 % au 30 avril 2015, ayant augmenté d'environ 10 points de base comparativement à celui de 10,1 % enregistré à la fin du premier trimestre en raison de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, facteur atténué par une diminution des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1. La valeur comptable par action a atteint 51,65 \$, surpassant ainsi de 12 % celle enregistrée un an plus tôt.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 161 millions de dollars, ce qui se rapproche de celles de la même période de l'exercice précédent et du premier trimestre de 2015.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 27 mai 2015. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2015, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2014 figurant dans le Rapport annuel pour 2014 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Sommaire des résultats	25	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Mesures non conformes aux PCGR	26	Bilan
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	27	Transactions avec des parties liées
7	Surviv et perspectives économiques	27	Arrangements hors bilan
8	Autres mesures de la valeur	27	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Change	27	Modifications futures de méthodes comptables
9	Bénéfice net	27	Instruments financiers désignés
9	Revenus	28	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
11	Dotations à la provision pour pertes sur créances	29	Gestion des risques
11	Prêts douteux	29	Risque de marché
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	31	Risque de liquidité et de financement
12	Charges autres que d'intérêts	34	Cotes de crédit
12	Impôts sur le résultat	34	Risque d'assurance
13	Gestion du capital	34	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
15	Désignation des dividendes admissibles	35	Expositions dans certaines régions
15	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	37	États financiers consolidés intermédiaires
16	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	37	État consolidé des résultats
16	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	38	État consolidé du résultat global
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	39	Bilan consolidé
20	Gestion de patrimoine	40	État consolidé des variations des capitaux propres
22	BMO Marchés des capitaux	41	État consolidé des flux de trésorerie
23	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	42	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		62	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2015, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Sommaire des résultats

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 112	2 219	2 063	4 331	4 176
Revenus autres que d'intérêts 1)	2 414	2 836	2 306	5 250	4 672
Revenus 1)	4 526	5 055	4 369	9 581	8 848
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	24	747	328	771	685
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 502	4 308	4 041	8 810	8 163
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	161	163	162	324	261
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-	-	-
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	161	163	162	324	261
Charges autres que d'intérêts	3 112	3 006	2 594	6 118	5 278
Charge d'impôts sur le résultat	230	139	209	369	487
Bénéfice net	999	1 000	1 076	1 999	2 137
Attribuable aux actionnaires de la Banque	993	986	1 062	1 979	2 110
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	6	14	14	20	27
Bénéfice net	999	1 000	1 076	1 999	2 137
Bénéfice net ajusté	1 146	1 041	1 097	2 187	2 180
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,49	1,46	1,60	2,95	3,18
Bénéfice par action ajusté	1,71	1,53	1,63	3,24	3,24
Hausse du bénéfice par action (%)	(6,9)	(7,6)	14,3	(7,2)	9,3
Hausse du bénéfice par action ajusté (%)	4,9	(5,0)	13,2	-	10,2
Dividendes déclarés par action	0,80	0,80	0,76	1,60	1,52
Valeur comptable d'une action	51,65	52,98	45,94	51,65	45,94
Cours de clôture de l'action	78,82	72,93	75,55	78,82	75,55
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	50,8	47,2	48,7	50,8	48,7
Rendement de l'action (%)	4,1	4,4	4,0	4,1	4,0
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	11,4	11,8	14,3	11,6	14,3
Rendement des capitaux propres ajusté	13,2	12,3	14,6	12,8	14,6
Hausse du bénéfice net	(7,1)	(5,8)	11,6	(6,5)	6,9
Hausse du bénéfice net ajusté	4,6	(3,9)	11,2	0,4	8,2
Hausse des revenus 1)	3,6	12,9	3,1	8,3	5,0
Hausse des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	11,4	4,5	8,9	7,9	8,5
Hausse des charges autres que d'intérêts	19,9	12,0	1,8	15,9	3,1
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées	13,4	11,3	7,7	12,4	8,1
Ratio d'efficience 1)	68,7	59,5	59,4	63,8	59,7
Ratio d'efficience ajusté 1)	64,3	58,4	58,8	61,2	59,0
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	64,7	68,5	63,5	66,6	63,9
Lever d'exploitation 1)	(16,3)	0,9	1,3	(7,6)	1,9
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(2,0)	(6,8)	1,2	(4,5)	0,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,51	1,55	1,59	1,53	1,61
Taux d'impôt effectif	18,8	12,2	16,2	15,6	18,5
Taux d'impôt effectif ajusté	19,8	12,6	16,5	16,6	18,7
Rendement de l'actif moyen	0,62	0,60	0,73	0,61	0,72
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,20	0,21	0,22	0,21	0,18
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	633 275	672 410	582 045	633 275	582 045
Solde net des prêts et acceptations	315 856	317 630	294 704	315 856	294 704
Dépôts	424 231	429 778	394 007	424 231	394 007
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33 276	34 192	29 639	33 276	29 639
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,0	30,1	32,1	30,0	32,1
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,2	10,1	9,7	10,2	9,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	11,4	11,1	11,4	11,1
Ratio du total des fonds propres	13,5	13,4	13,0	13,5	13,0
Taux de change					
Dollar CA/dollar US	1,2064	1,2711	1,0960	1,2064	1,0960
Dollar CA/dollar US - moyenne	1,2412	1,1923	1,1029	1,2163	1,0913

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR						Tableau 2
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)						
	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014	
Résultats comptables						
Revenus 1)	4 526	5 055	4 369	9 581	8 848	
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	(24)	(747)	(328)	(771)	(685)	
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 502	4 308	4 041	8 810	8 163	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(161)	(163)	(162)	(324)	(261)	
Charges autres que d'intérêts	(3 112)	(3 006)	(2 594)	(6 118)	(5 278)	
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 229	1 139	1 285	2 368	2 624	
Charge d'impôts sur le résultat	(230)	(139)	(209)	(369)	(487)	
Bénéfice net	999	1 000	1 076	1 999	2 137	
BPA (\$))	1,49	1,46	1,60	2,95	3,18	
Éléments d'ajustement (avant impôts)						
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(40)	(40)	(28)	(80)	(59)	
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(11)	(13)	-	(24)	-	
Coûts de restructuration 4)	(149)	-	-	(149)	-	
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(200)	(53)	(28)	(253)	(59)	
Éléments d'ajustement (après impôts)						
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(31)	(31)	(21)	(62)	(43)	
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(10)	(10)	-	(20)	-	
Coûts de restructuration 4)	(106)	-	-	(106)	-	
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(147)	(41)	(21)	(188)	(43)	
Incidence sur le BPA (\$))	(0,22)	(0,07)	(0,03)	(0,29)	(0,06)	
Résultats ajustés						
Revenus 1)	4 526	5 055	4 369	9 581	8 848	
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	(24)	(747)	(328)	(771)	(685)	
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 502	4 308	4 041	8 810	8 163	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(161)	(163)	(162)	(324)	(261)	
Charges autres que d'intérêts	(2 912)	(2 953)	(2 566)	(5 865)	(5 219)	
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 429	1 192	1 313	2 621	2 683	
Charge d'impôts sur le résultat	(283)	(151)	(216)	(434)	(503)	
Bénéfice net ajusté	1 146	1 041	1 097	2 187	2 180	
BPA (\$))	1,71	1,53	1,63	3,24	3,24	

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.
- 2) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 16, 18, 20 et 22.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Liés principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles et tiennent aussi compte du règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2015 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, conditions, actions ou événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section Gestion globale des risques qui figure aux pages 77 à 105 du Rapport de gestion de 2014 donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs et risques clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section *Survivabilité et perspectives économiques* de notre Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2015.

Survivabilité et perspectives économiques

Après s'être redressée l'an dernier, l'économie canadienne s'est essoufflée au début de 2015 à cause d'une forte réduction des investissements du secteur de l'énergie. Cependant, la dépréciation de notre monnaie, le renforcement de la demande aux États-Unis et la majoration des prix du pétrole devraient favoriser son essor dans le reste de l'année. Les exportations devraient continuer d'être source de croissance, et ce, malgré une expansion à l'échelle mondiale plutôt modeste. Même s'il est probable que l'économie de la Chine ralentisse encore cette année, celle de la zone euro s'améliore en dépit des problèmes d'endettement persistants de la Grèce. Les dépenses de consommation des Canadiens demeurent relativement élevées, comme en témoignent les ventes records de véhicules automobiles, et seront soutenues cette année par les faibles taux d'intérêt et les prix plus bas de l'essence. Les ventes d'habitations ont reculé dans les provinces productrices de pétrole, mais demeurent élevées à Vancouver et à Toronto. Le niveau d'activité sur le marché du logement devrait se stabiliser dans la plupart des régions, ce qui devrait engendrer une certaine croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses des entreprises sont faibles en raison de la morosité du secteur de l'énergie, ce qui ralentit la hausse des prêts aux entreprises. La croissance du PIB devrait s'atténuer, passant de 2,5 % en 2014 à quelque 1,7 % en 2015, avant de s'améliorer pour atteindre 2,2 % en 2016 à la faveur de meilleurs prix du pétrole. Bien qu'il y ait fort à parier que l'économie des provinces productrices de pétrole que sont l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan s'affaiblisse cette année, celle des autres provinces devrait se renforcer grâce à l'élargissement des exportations. Après avoir réduit les taux directeurs plus tôt cette année, la Banque du Canada devrait maintenir des taux d'intérêt stables au fil de la reprise économique. On peut s'attendre à ce que le dollar canadien fléchisse quelque peu par suite de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, mais il devrait s'apprécier l'an prochain grâce à la majoration des prix du pétrole. La création d'emplois a ralenti, mais devrait s'intensifier plus tard cette année, ramenant ainsi le taux de chômage à une tendance baissière.

Le début d'année a également été difficile pour l'économie américaine en raison de très mauvaises conditions climatiques dans certaines régions fortement peuplées, de problèmes d'expédition sur la côte Ouest et de l'appréciation du dollar américain. Les sociétés pétrolières ont sabré dans leurs programmes de forage. Quoi qu'il en soit, les facteurs économiques fondamentaux demeurent positifs et les activités devraient s'intensifier fortement cette année. L'assainissement des finances des ménages et la faiblesse des taux d'intérêt et des prix de l'essence stimuleront les dépenses et la croissance des prêts aux particuliers. Des taux hypothécaires qui n'ont jamais été aussi bas et des conditions de crédit plus souples favoriseront les ventes de logements ainsi que l'accroissement de la demande pour des prêts hypothécaires à l'habitation. L'abordabilité des habitations demeure excellente malgré les hausses de prix. Même si le manque de tonus du secteur de l'énergie ralentira les investissements, les prêts aux entreprises devraient connaître une saine croissance, les coûts d'emprunt étant peu élevés. Pour la première fois en cinq ans, les politiques budgétaires devraient soutenir la croissance, de nombreux

États augmentant leurs dépenses et réduisant leurs impôts et l'équilibre budgétaire au palier fédéral semblant désormais pouvoir être maintenu. La vigueur du dollar américain, dollar qui, dans la dernière année, s'est apprécié d'environ 12 % selon sa valeur pondérée en fonction des échanges commerciaux, constitue le plus grand défi sur le plan économique. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB passera de 2,4 % en 2014 à environ 2,5 % en 2015 et 2,6 % en 2016. Étant donné que le taux de chômage devrait diminuer pour se situer sous la barre des 5 %, la Réserve fédérale commencera sans doute à relever les taux directeurs à l'automne, ce qu'elle n'a pas fait en neuf ans.

Le taux de croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait être de 2,1 % en 2015 et de 2,4 % en 2016, ce qui résultera d'une plus grande production automobile, du redressement des marchés du logement et de politiques budgétaires qui, dans l'ensemble, seront expansionnistes.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 30 avril 2015, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 8,5 %, de 15,2 % et de 9,3 %, respectivement.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains ont progressé en regard du premier trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014 grâce à la plus-value du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 4 % par rapport au premier trimestre de 2015 et de 13 % en regard de ce qu'il était à la même période de l'exercice précédent. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Depuis le début du présent exercice, le cours moyen a dépassé de 11 % celui d'il y a un an.

D'un point de vue économique, une grande partie de nos flux de revenus en dollars américains n'était pas couverte contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Nous avons couvert une partie du bénéfice net prévu pour les 12 prochains mois et libellé en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures sont comptabilisées à la valeur de marché, ce qui a donné lieu à un profit après impôts de 5 millions de dollars au deuxième trimestre, lequel a été inscrit par BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés de BMO

Tableau 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015		Cumul 2015
	c. T2-2014	c. T1-2015	c. Cumul 2014
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,2412	1,2412	1,2163
Période antérieure	1,1029	1,1923	1,0913
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	82	29	156
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	72	26	125
Augmentation des revenus	154	55	281
Augmentation du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances	2	1	(3)
Augmentation des charges	(123)	(44)	(225)
Augmentation des impôts sur le résultat	(7)	(3)	(9)
Augmentation du bénéfice net comptable avant l'incidence des couvertures	26	9	44
Profits (pertes) de couverture dans la période considérée, après impôts	5	5	(10)
Augmentation du bénéfice net comptable	31	14	34
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	82	29	156
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	72	26	125
Augmentation des revenus	154	55	281
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	(1)	(5)
Augmentation des charges	(115)	(41)	(214)
Augmentation des impôts sur le résultat	(7)	(2)	(11)
Augmentation du bénéfice net ajusté avant l'incidence des couvertures	30	11	51
Profits (pertes) de couverture dans la période considérée, après impôts	5	5	(10)
Augmentation du bénéfice net ajusté	35	16	41

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est chiffré à 999 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, en baisse de 77 millions ou de 7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'une charge de 106 millions qui a été constatée durant le trimestre liée principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 146 millions, ayant progressé de 49 millions ou de 5 % en regard du même trimestre de 2014. Le BPA a diminué de 0,11 \$ ou de 7 % comparativement à il y a un an, pour se situer à 1,49 \$. Le BPA ajusté s'est établi à 1,71 \$, s'étant renforcé de 0,08 \$ ou de 5 %.

Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite des mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Les résultats de PE Canada se sont améliorés, ce qui témoigne de la hausse des soldes de la plupart des produits et de l'augmentation des revenus autres que d'intérêts du secteur des services bancaires des particuliers, ce qui a été atténué par l'accroissement des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont enregistré de bons résultats, ceux-ci s'améliorant de 23 %, grâce à une saine croissance interne et à celle attribuable à F&C qui a été acquise. Le bénéfice net des activités d'assurance a augmenté grâce aux conséquences des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme, comparativement à un an plus tôt, et aux avantages qu'ont procurés les changements apportés à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion de l'actif et du passif. BMO Marchés des capitaux a inscrit de bons résultats, mais ceux-ci ont quelque peu fléchi, la hausse des revenus ayant été annulée par l'incidence d'un taux d'impôt moins avantageux. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a augmenté grâce à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats des Services d'entreprise se sont dégradés en raison essentiellement de la diminution des revenus générés par le portefeuille de prêts acquis.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est replié de 1 million de dollars mais, après ajustement, il a augmenté de 105 millions ou de 10 %. Le BPA s'est renforcé de 0,03 \$ ou de 2 % et, après ajustement, il a progressé de 0,18 \$ ou de 12 %.

Le bénéfice net de PE Canada a fléchi surtout parce que le trimestre a compté trois jours de moins. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est amélioré de 9 % et celui des activités d'assurance a fortement augmenté. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont renforcés de 34 % grâce surtout à la forte hausse des revenus du secteur Produits de négociation. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru principalement grâce à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence qu'ont eue les trois jours de moins du trimestre. Les résultats des Services d'entreprise ont fléchi, surtout en raison du recul des revenus, ce qui a été compensé en partie par la baisse des charges.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Le bénéfice net s'est replié de 138 millions de dollars ou de 6 % pour s'établir à 1 999 millions. Le BPA a été de 2,95 \$, ayant baissé de 0,23 \$ ou de 7 % sur un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 187 millions, en hausse de 7 millions en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le BPA ajusté s'est dégagé à 3,24 \$, soit le même montant qu'un an plus tôt. Après ajustement, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine et des unités d'exploitation des Services bancaires PE a augmenté, alors que celui de BMO Marchés des capitaux a fléchi. Quant au bénéfice net ajusté des Services d'entreprise, il s'est dégradé par rapport à ce qu'il était au même semestre de 2014.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus 1)

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 157 millions de dollars ou de 4 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 526 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus ont augmenté de 461 millions ou de 11 %, ce qui tient compte de l'incidence de 3 % qu'a eue l'appréciation du dollar américain. Les revenus de PE Canada ont augmenté grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et à la progression des revenus autres que d'intérêts du secteur des services bancaires aux particuliers. Les revenus nets de la Gestion de patrimoine ont affiché une forte croissance, les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'étant accru de 29 % du fait de l'incidence favorable de F&C qui a été acquise et de l'accroissement des revenus tirés des produits tarifés par suite d'une forte hausse des actifs des clients. Les revenus comptables des activités d'assurance se sont repliés de 240 millions en regard de ce qu'ils étaient à la même période de l'exercice précédent en raison surtout de la variation de la juste valeur de leurs placements à laquelle a donné lieu la hausse des taux d'intérêt survenue au cours du trimestre. Le recul des revenus d'assurance a été plus qu'annulé par une baisse de 304 millions des SCVPI. Les revenus nets d'assurance se sont accrus grâce aux répercussions des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme, comparativement à un an plus tôt, et des avantages qu'ont procurés les changements apportés à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion de l'actif et du passif. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, ses revenus ont augmenté en raison de l'intensification des activités menées pour les clients du secteur Produits de négociation, alors que les revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés sont demeurés stables. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont légèrement fléchi puisque l'essor plus marqué des volumes des prêts et des dépôts et la hausse des revenus tirés du financement hypothécaire ont été plus qu'annulés par le recul de la marge nette d'intérêts et des autres revenus sous forme de commissions. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué en raison surtout de la baisse des revenus du portefeuille de prêts acquis, ce qui a été atténué par un ajustement sur une bic des groupes moins élevé.

À 2 112 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 49 millions ou de 2 % supérieurs à ceux du deuxième trimestre de 2014, ce qui reflète principalement l'incidence de la plus-value du dollar américain et l'élargissement des

volumes. Ces facteurs ont été atténués par le repli de la marge nette d'intérêts et des revenus générés par le portefeuille de prêts productifs qui a été acquis. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 8 points de base, se situant à 1,51 %. L'actif productif moyen s'est accru de 41,4 milliards de dollars ou de 8 % pour atteindre 572,0 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 27,4 milliards résultant de l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 412 millions de dollars ou de 21 % et a été de 2 390 millions, ce qui a découlé surtout de l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement et des commissions de gestion de placements et de garde de titres, en raison notamment de l'acquisition de F&C, ainsi que de la progression des revenus de négociation et d'assurance.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le total des revenus a diminué de 529 millions de dollars ou de 10 % par rapport au premier trimestre. Les revenus nets se sont accrus de 194 millions ou de 4 %, ce qui tient compte de l'incidence de 1 % qu'a eue l'appréciation du dollar américain. Les revenus de PE Canada ont baissé par suite des répercussions du nombre moins élevé de jours, ce qui a été neutralisé en partie par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté malgré les trois jours de moins du trimestre, ce qui rend compte de l'accroissement des revenus tirés des produits tarifés par suite de l'augmentation des actifs des clients. Sur une base nette, les revenus d'assurance se sont accrus à la faveur surtout des facteurs mentionnés ci-dessus. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont inscrit une croissance de 10 % grâce à la progression de ceux du secteur Produits de négociation et des répercussions qu'avait eues, au trimestre précédent, un ajustement d'évaluation du crédit et du financement négatif. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés n'ont pas changé. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont fléchi puisque les avantages de l'augmentation des revenus tirés du financement hypothécaire ont été plus qu'annulés par l'incidence du nombre moins élevé de jours. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué en raison surtout de la baisse des revenus liés à la trésorerie et de ceux générés par le portefeuille de prêts acquis, ce qui a été neutralisé par un ajustement sur une bic des groupes moins élevé.

Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 107 millions de dollars ou de 5 % en raison surtout de l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre ainsi que de la baisse de la marge nette d'intérêts et des revenus générés par le portefeuille de prêts productifs qui a été acquis, ce qui a été atténué par l'incidence du raffermissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 4 points de base par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des activités de négociation, cette marge s'est repliée de 6 points de base comparativement au premier trimestre à cause surtout de la contraction des revenus nets d'intérêts de la Banque, compte non tenu des répercussions d'un ajustement sur une bic des groupes. En regard du trimestre précédent, l'actif productif moyen s'est accru de 4,7 milliards de dollars ou de 1 %, ce qui tient compte d'une hausse de 9,7 milliards résultant de la plus-value du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 301 millions de dollars ou de 14 % en regard du premier trimestre principalement grâce à la hausse des revenus de négociation et d'assurance.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Les revenus du premier semestre ont augmenté de 733 millions de dollars ou de 8 %, pour se situer à un total de 9 581 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 647 millions ou de 8 %, ce qui tient compte de l'incidence de 4 % qu'a eue le renforcement du dollar américain.

À 4 331 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 155 millions ou de 4 % en raison de l'essor des volumes et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, ce qui a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts et par le recul des revenus tirés du portefeuille de prêts productifs qui a été acquis. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 8 points de base pour se situer à 1,53 %. L'actif productif moyen s'est accru de 46,5 milliards de dollars ou de 9 % pour atteindre 569,6 milliards et, de ce montant, une tranche de 25,0 milliards est imputable à l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a progressé de 492 millions de dollars ou de 12 % au cours du semestre à l'étude et a atteint 4 479 millions, ce qui a découlé surtout de l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement ainsi que des commissions de gestion de placements et de garde de titres en raison notamment de l'acquisition de F&C.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés. Les revenus d'assurance peuvent être volatils en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs actuariels sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont plus que contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic)* **Tableau 4**

(en points de base)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
PE Canada	261	258	259	259	261
PE États-Unis	346	345	366	346	370
Services bancaires Particuliers et entreprises	286	284	288	285	290
Gestion de patrimoine	260	278	264	269	268
BMO Marchés des capitaux	48	65	59	57	54
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	151	155	159	153	161
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	185	191	196	188	199
Total de la marge des services de détail au Canada***	256	255	251	255	253

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

** Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts. (n. s. - non significatif)

*** Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

**Dotations à la provision pour pertes sur créances
Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 161 millions de dollars, ce qui se rapproche de celle de la même période un an plus tôt. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation à la provision de PE Canada a augmenté de 12 millions de dollars, pour se situer à 143 millions, en raison de la hausse de celles inscrites pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. La dotation à la provision de PE États-Unis, d'un montant de 18 millions, a diminué de 34 millions en raison surtout de la baisse de celle constituée pour les prêts aux entreprises. La dotation de BMO Marchés des capitaux s'est établie à 5 millions, ayant augmenté de 9 millions par suite de la hausse des dotations, alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les recouvrements des Services d'entreprise ont été de 6 millions, ce qui signale une baisse de 13 millions qu'a causée la diminution des remboursements de prêts couverts par FDIC.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celui du trimestre précédent. La dotation de PE Canada s'est accrue de 11 millions de dollars principalement en raison de la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation de PE États-Unis a diminué de 22 millions essentiellement grâce au recul de celles liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation de BMO Marchés des capitaux a été de 4 millions inférieure à celle du trimestre précédent. Les recouvrements des Services d'entreprise ont diminué de 14 millions en raison de la diminution des remboursements de prêts couverts par FDIC.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation **Tableau 5**

(en millions de dollars canadiens)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
PE Canada	143	132	131	275	270
PE États-Unis	18	40	52	58	73
Services bancaires Particuliers et entreprises	161	172	183	333	343
Gestion de patrimoine	1	2	2	3	1
BMO Marchés des capitaux	5	9	(4)	14	(5)
Services d'entreprise, y compris T&O 1)	(6)	(20)	(19)	(26)	(78)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	161	163	162	324	261

1) Les résultats des Services d'entreprise englobent des recouvrements de prêts douteux acquis de 26 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 (16 millions après impôts), de 29 millions au premier trimestre de 2015 (18 millions après impôts) et de 45 millions au deuxième trimestre de 2014 (28 millions après impôts).

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances **Tableau 6**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Nouvelles dotations à la provision spécifique	318	307	348	625	706
Reprises sur les provisions déjà établies	(62)	(42)	(47)	(104)	(95)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(95)	(102)	(139)	(197)	(350)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	161	163	162	324	261
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,20	0,21	0,22	0,21	0,18

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 047 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 195 millions au premier trimestre de 2015 et à 2 325 millions il y a un an.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 454 millions de dollars, contre 424 millions au premier trimestre de 2015 et 509 millions un an plus tôt.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)
Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
SBPD à l'ouverture de la période	2 195	2 048	2 482	2 048	2 544
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	454	424	509	878	1 151
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(153)	(115)	(244)	(268)	(398)
Remboursements, montant net	(177)	(143)	(185)	(320)	(631)
Montants sortis du bilan	(178)	(173)	(149)	(351)	(352)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(22)	(13)	(63)	(35)	(65)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(72)	167	(25)	95	76
SBPD à la clôture de la période	2 047	2 195	2 325	2 047	2 325
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,65	0,69	0,79	0,65	0,79

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités ont été de 24 millions de dollars, affichant ainsi des baisses respectives de 304 millions et de 723 millions en regard d'il y a un an et du trimestre précédent, ce qui a résulté surtout de la diminution de la juste valeur des placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités, diminution causée par le relèvement des taux d'intérêt à long terme. Les diminutions par rapport aux deux périodes ont été atténuées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 518 millions de dollars ou de 20 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant à 3 112 millions, ce qui tient compte d'une charge de 149 millions constatée durant le trimestre liée principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Après ajustement, les charges autres que d'intérêts se sont situées à 2 912 millions, ce qui signale une hausse de 346 millions ou de 13 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 231 millions ou de 9 % en raison des répercussions de l'acquisition de F&C, laquelle a accru les charges de 4 %, ainsi que de l'augmentation des frais liés au personnel et de celle des coûts technologiques et de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

En comparaison du premier trimestre, les charges autres que d'intérêts comptables se sont accrues de 106 millions de dollars ou de 3 % et les charges autres que d'intérêts ajustées ont baissé de 41 millions ou de 1 %. Compte non tenu de l'incidence d'un dollar américain plus fort, les charges autres que d'intérêts ajustées ont diminué de 82 millions ou de 3 %, en raison d'une rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite totalisant 87 millions, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et des conséquences qu'ont eues les trois jours de moins du trimestre à l'étude. Ces facteurs ont été compensés en partie par les investissements effectués en vue de favoriser la croissance des activités.

Une fois retranchés des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, le levier d'exploitation ajusté a été de -0,4 % d'un exercice à l'autre et, d'un trimestre à l'autre, il s'est situé à 5,6 %, compte non tenu de l'incidence du renforcement du dollar américain et de l'acquisition de F&C.

Au deuxième trimestre de 2015, le ratio d'efficacité ajusté a été de 64,3 %, comparativement à 58,8 % pour la même période de 2014. Du pourcentage de hausse, 320 points de base ont résulté de la baisse des revenus d'assurance.

Pour le premier semestre de 2015, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 840 millions de dollars ou de 16 % et ont atteint 6 118 millions. Après ajustement, elles se sont établies à 5 865 millions, ce qui signale une hausse de 646 millions ou de 12 %. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 432 millions ou de 8 % en raison de l'incidence de l'acquisition de F&C, laquelle a accru les charges de 4 %, ainsi que de l'augmentation des frais liés au personnel ainsi que des coûts technologiques et de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 21 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2014 et de 91 millions en regard du premier trimestre de 2015, pour s'établir à 230 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 18,8 % pour le trimestre à l'étude, contre 16,2 % il y a un an et 12,2 % au premier trimestre de 2015.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 283 millions de dollars, soit respectivement 67 millions et 132 millions de plus qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,8 % au cours du trimestre écoulé, contre 16,5 % à la même période de 2014 et 12,6 % au premier trimestre de 2015. La hausse du taux d'impôt ajusté en regard du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2015 a découlé essentiellement de la diminution du bénéfice exonéré d'impôt. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté a été de 25,0 %, contre 24,4 % à la même période de 2014 et 24,7 % au premier trimestre de 2015.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2015

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,2 % au 30 avril 2015.

Ce ratio a augmenté d'environ 10 points de base comparativement à celui de 10,1 % enregistré à la fin du premier trimestre, ce qui a découlé de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, facteur atténué par une diminution des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1. Ce ratio s'est accru de quelque 10 points de base par rapport au 31 octobre 2014, et ce, surtout parce que les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ont augmenté. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change étaient en grande partie couvertes.

Au 30 avril 2015, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 23,6 milliards de dollars, ayant fléchi de 0,3 milliard comparativement au 31 janvier 2015, ce qui a découlé principalement des conséquences de la dévaluation du dollar américain sur le cumul des autres éléments du résultat global et des rachats d'actions effectués durant le trimestre. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des résultats non distribués. Les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ont augmenté de 1,2 milliard comparativement au 31 octobre 2014, en raison essentiellement d'une augmentation du cumul des autres éléments du résultat global imputable à la plus-value du dollar américain et de la hausse des résultats non distribués, ce qui a été annulé en partie par les rachats d'actions.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 231 milliards de dollars au 30 avril 2015, comparativement à 238 milliards au 31 janvier 2015, ce qui a découlé en grande partie des variations des cours de change et des changements de méthode de calcul, facteurs neutralisés en partie par l'essor des activités. Comparativement au 31 octobre 2014, les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrus de 9 milliards en raison surtout des fluctuations des cours de change et de l'essor des activités, ce qui a été atténué par des changements de méthode de calcul.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,4 % et à 13,5 % au 30 avril 2015, contre respectivement 11,4 % et 13,4 % au 31 janvier 2015. Les ratios au 30 avril 2015 étaient comparables à ceux au 31 janvier 2015 essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur celui des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ce qui a été atténué par le rachat d'actions privilégiées. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque étaient respectivement de 12,0 % et de 14,3 % au 31 octobre 2014. Les ratios au 30 avril 2015 étaient inférieurs à ceux au 31 octobre 2014 surtout en raison du rachat de titres de fiducie de capital et d'actions privilégiées.

Au 30 avril 2015, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 3,8 %, soit le même qu'au 31 janvier 2015.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital libellés en dollars américains peut également avoir pour effet de faire varier les ratios de fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de fonds propres. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur les fonds propres et la liquidité, sont présentées aux pages 64 à 69 et 95 à 100 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En août 2014, le ministère des Finances du Canada a publié un document de consultation portant sur un régime canadien de résolution des défaillances qui s'appliquerait aux banques canadiennes d'importance systémique nationale et dans lequel il a proposé d'autoriser, à la discrétion des organismes de réglementation, la conversion de la totalité ou d'une partie des titres d'emprunt à long terme de premier rang admissibles en actions ordinaires d'une banque à des fins de résolution des défaillances et d'instaurer une exigence en matière de capacité supérieure d'absorption (CSA) des pertes représentant entre 17 % et 23 % des actifs pondérés en fonction des risques, exigence qui sera comblée par les fonds propres réglementaires et les titres d'emprunt à long terme admissibles. Dans le budget qu'il a déposé le 21 avril 2015, le gouvernement a donné plus de détails sur le régime canadien de recapitalisation, signifiant qu'il s'appliquerait à des titres d'emprunt à long terme de premier rang non garantis, négociables et transférables d'une durée initiale de 400 jours ou plus et que tous les titres visés par la recapitalisation seraient convertibles en actions ordinaires. Le gouvernement n'a pas précisé le calendrier prévu de mise en place du régime ni le délai de transition dont disposeront les banques pour se conformer au nouveau ratio cible de CSA.

Dans un effort pour favoriser la comparabilité des exigences concernant les fonds propres et assurer que le système bancaire en comprend des niveaux minimums, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) étudie diverses solutions et les modifications qu'il pourrait apporter aux règles sur les fonds propres. Le document de consultation qu'il a publié en décembre 2014 et qui propose des changements à l'approche standard d'établissement du risque de crédit ainsi que la revue exhaustive des règlements sur les portefeuilles de négociation comptent parmi ses initiatives. Toujours en décembre, le CBCB a publié un document de consultation dans lequel il propose de remplacer le plancher transitoire de fonds propres actuel selon Bâle I par de nouveaux planchers basés sur les approches standards prescrites par Bâle II et Bâle III. Si ces changements sont mis en œuvre, ils pourraient avoir pour effet d'augmenter les fonds propres que nous sommes tenus de détenir.

En tant que société de portefeuille bancaire détenant un total d'actifs consolidés d'au moins 50 milliards de dollars américains, notre filiale américaine, BMO Financial Corp. (BFC), était assujettie aux règles et processus d'examen du plan de capital pour l'exercice 2015, aux termes desquels elle a participé à l'exercice annuel de simulation de crise et de planification du capital mené par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (CRF). Vers la fin de mars 2015, BFC a appris que le CRF avait décidé de ne pas s'objecter, sur le plan quantitatif ou qualitatif, au plan de capital qu'elle lui avait soumis en janvier 2015.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 millions d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un total de 6 millions d'actions depuis le début de l'exercice. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre sont à la discrétion de la direction qui les détermine en fonction de divers facteurs telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. La Banque consultera régulièrement le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) avant d'effectuer des rachats en vertu de cette offre.

Au cours du trimestre, 232 598 actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 22 avril 2015, nous avons racheté la totalité des 500 millions de dollars de débentures subordonnées, des billets à moyen terme, série C, tranche 2 à un prix correspondant à 100 % de leur montant en capital plus les intérêts courus et non versés à la date du rachat.

Le 23 avril 2015, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2015, la totalité de nos actions privilégiées perpétuelles de catégorie B, série 13, à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,25 \$ chacune plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

Le 27 mai 2015, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,82 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui signifie une hausse de 0,02 \$ par action ou de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 0,04 \$ par action ou de 5 % en regard d'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 août 2015 aux actionnaires inscrits le 3 août 2015. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1)			Tableau 8
(en millions de dollars canadiens)	T2-2015	T1 2015	T4-2014
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	33 276	34 277	31 273
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 636)	(10 335)	(8 852)
Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	23 640	23 942	22 421
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 197	3 546	4 539
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(358)	(358)	(358)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	2 839	3 188	4 181
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	26 479	27 130	26 602
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	4 892	4 842	5 375
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(50)	(50)
Fonds propres de catégorie 2)	4 842	4 792	5 325
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	31 321	31 922	31 927
Actifs pondérés en fonction des risques 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques - total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	231 243	237 529	222 092
Actifs pondérés en fonction des risques - fonds propres de catégorie 1	231 584	237 940	222 428
Actifs pondérés en fonction des risques - total des fonds propres	231 876	238 292	222 931
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,2	10,1	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	11,4	12,0
Ratio du total des fonds propres	13,5	13,4	14,3

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.

2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, aux deuxième et premier trimestres de 2015 (57 %, 65 % et 77 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2014), ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Au 20 mai 2015	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	644
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13 1)	350 \$
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Billets à moyen terme	
Série H 2)	1 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	7,6
- droits non acquis	5,3

1) Les actions privilégiées, série 13 ont été rachetées le 25 mai 2015.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 158 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

La note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 20 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 161 du Rapport annuel pour 2014 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Les coûts de restructuration sont également pris en compte dans les Services d'entreprise.

Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au deuxième trimestre de 2015, les ajustements sur une bic ont totalisé 100 millions de dollars, contre 190 millions au premier trimestre de 2015 et 138 millions au deuxième trimestre de 2014.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)
Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 878	1 898	1 764	3 776	3 565
Revenus autres que d'intérêts	605	589	560	1 194	1 110
Total des revenus (bic)	2 483	2 487	2 324	4 970	4 675
Dotation à la provision pour pertes sur créances	161	172	183	333	343
Charges autres que d'intérêts	1 391	1 395	1 280	2 786	2 593
Bénéfice avant impôts sur le résultat	931	920	861	1 851	1 739
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	239	226	224	465	450
Bénéfice net comptable	692	694	637	1 386	1 289
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	14	14	14	28	28
Bénéfice net ajusté	706	708	651	1 414	1 317
Hausse du bénéfice net (%)	8,6	6,5	11,0	7,5	7,2
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	8,4	6,3	10,6	7,4	6,8
Hausse des revenus (%)	6,8	5,8	5,7	6,3	5,1
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	8,6	6,2	4,6	7,4	5,5
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,8	6,5	4,9	7,6	5,7
Rendement des capitaux propres (%)	15,6	15,7	16,2	15,6	16,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,9	16,0	16,6	16,0	16,7
Levier d'exploitation (%) (bic)	(1,8)	(0,4)	1,1	(1,1)	(0,4)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(2,0)	(0,7)	0,8	(1,3)	(0,6)
Ratio d'efficience (%) (bic)	56,0	56,1	55,1	56,1	55,5
Ratio d'efficience ajusté (%) (bic)	55,3	55,4	54,3	55,3	54,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,86	2,84	2,88	2,85	2,90
Actif productif moyen	268 950	265 408	250 881	267 150	247 895
Solde moyen des prêts et acceptations courants	265 165	261 126	247 387	263 112	244 742
Solde moyen des dépôts	207 511	204 818	188 266	206 142	187 311

1) Les montants avant impôts de 18 millions au deuxième trimestre de 2015, au premier trimestre de 2015 et au deuxième trimestre de 2014, de 36 millions au premier semestre de 2015 et de 38 millions au premier semestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)
Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts	1 194	1 217	1 152	2 411	2 348
Revenus autres que d'intérêts	411	411	386	822	768
Total des revenus	1 605	1 628	1 538	3 233	3 116
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	132	131	275	270
Charges autres que d'intérêts	813	835	765	1 648	1 555
Bénéfice avant impôts sur le résultat	649	661	642	1 310	1 291
Charge d'impôts sur le résultat	163	159	162	322	326
Bénéfice net comptable	486	502	480	988	965
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	1	1	2	2
Bénéfice net ajusté	487	503	481	990	967
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 071	1 078	1 021	2 149	2 069
Revenus des services bancaires aux entreprises	534	550	517	1 084	1 047
Hausse du bénéfice net (%)	1,3	3,6	13,8	2,5	11,1
Hausse des revenus (%)	4,4	3,1	5,8	3,8	6,2
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	6,2	5,6	2,7	5,9	3,2
Levier d'exploitation (%)	(1,8)	(2,5)	3,1	(2,1)	3,0
Ratio d'efficience (%)	50,6	51,3	49,8	51,0	49,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,61	2,58	2,59	2,59	2,61
Actif productif moyen	187 778	187 185	182 323	187 477	181 474
Solde moyen des prêts et acceptations courants	192 510	191 744	186 631	192 120	185 796
Solde moyen des dépôts	131 213	131 441	122 942	131 329	122 698

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2015, au premier trimestre de 2015 et au deuxième trimestre de 2014 et de 2 millions au premier semestre de 2015 et au premier semestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net de PE Canada, soit 486 millions de dollars, s'est accru de 6 millions ou de 1 % sur un an. Les revenus se sont améliorés de 67 millions ou de 4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts de l'unité des services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêts a été de 2,61 %, s'étant élargie de 2 points de base, ce qui a résulté principalement de l'amélioration des marges sur les prêts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 50 millions de dollars du fait des répercussions de la progression des soldes et des volumes ainsi que de la hausse des marges sur les prêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 17 millions de dollars, ce qui témoigne surtout de l'incidence de l'accroissement des soldes de la plupart des produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars ou de 9 % en raison de la hausse de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 48 millions ou de 6 %, ce qui témoigne des investissements visant à favoriser l'essor des activités ainsi que des coûts plus élevés associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 5,9 milliards de dollars ou de 3 % par rapport à un an plus tôt. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 2 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 6 %. Les dépôts ont progressé de 8,3 milliards ou de 7 % sur un an. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 6 % en raison surtout de la croissance des dépôts à terme et des comptes de chèques et ceux des dépôts des entreprises se sont améliorés de 8 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 16 millions de dollars en regard du trimestre précédent parce que la période à l'étude a compté trois jours de moins. Les revenus ont fléchi de 23 millions ou de 1 % car l'incidence du nombre moins élevé de jours a été compensée en partie par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est améliorée de 3 points de base en raison surtout de l'amélioration des marges sur les prêts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont baissé de 7 millions de dollars en raison principalement du nombre moins élevé de jours, ce qui a été compensé en partie par l'accroissement des marges sur les prêts. Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont affaiblis de 16 millions en raison principalement des trois jours de moins.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 11 millions de dollars en regard du trimestre précédent en raison surtout de l'augmentation de la dotation relative au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 22 millions de dollars ou de 3 %, ce qui rend compte de l'incidence qu'ont eue le nombre moins élevé de jours et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 0,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, alors que les dépôts se sont comprimés de 0,2 milliard par suite des baisses saisonnières qu'enregistre notre unité des services bancaires aux entreprises.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Le bénéfice net s'est accru de 23 millions de dollars ou de 2 % pour le premier semestre. Les revenus se sont améliorés de 117 millions ou de 4 % grâce à la hausse des soldes et des volumes de la plupart des produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars car la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers a été contrebalancée en partie par la diminution de la dotation liée au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 93 millions ou de 6 %, ce qui témoigne surtout des investissements visant à favoriser l'essor des activités ainsi que des coûts plus élevés associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 6,3 milliards de dollars ou de 3 %, et les dépôts ont progressé de 8,6 milliards ou de 7 %.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)
Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	551	571	556	1 122	1 115
Revenus autres que d'intérêts	156	149	158	305	313
Total des revenus (bic)	707	720	714	1 427	1 428
Dotation à la provision pour pertes sur créances	14	33	48	47	68
Charges autres que d'intérêts	466	470	467	936	950
Bénéfice avant impôts sur le résultat	227	217	199	444	410
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	61	56	57	117	114
Bénéfice net comptable	166	161	142	327	296
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	10	11	12	21	24
Bénéfice net ajusté	176	172	154	348	320
Hausse du bénéfice net (%)	16,5	4,5	(4,8)	10,3	(10,8)
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	14,4	3,3	(5,5)	8,7	(11,2)
Hausse des revenus (%)	(0,8)	0,8	(2,6)	-	(5,0)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	(0,2)	(2,8)	(0,5)	(1,5)	0,5
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,4	(2,1)	0,2	(0,9)	1,4
Levier d'exploitation (%) (bic)	(0,6)	3,6	(2,1)	1,5	(5,5)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(1,2)	2,9	(2,8)	0,9	(6,4)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	65,9	65,2	65,5	65,5	66,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,9	63,2	63,2	63,6	64,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,46	3,45	3,66	3,46	3,70
Actif productif moyen	65 403	65 606	62 164	65 506	60 845
Solde moyen des prêts et acceptations courants	58 540	58 185	55 089	58 360	53 999
Solde moyen des dépôts	61 474	61 548	59 232	61 512	59 212
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic)	684	681	612	1 365	1 217
Revenus autres que d'intérêts	194	178	174	372	342
Total des revenus (bic)	878	859	786	1 737	1 559
Dotation à la provision pour pertes sur créances	18	40	52	58	73
Charges autres que d'intérêts	578	560	515	1 138	1 038
Bénéfice avant impôts sur le résultat	282	259	219	541	448
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	76	67	62	143	124
Bénéfice net comptable	206	192	157	398	324
Bénéfice net ajusté	219	205	170	424	350
Actif productif moyen	81 172	78 223	68 558	79 673	66 421
Solde moyen des prêts et acceptations courants	72 655	69 382	60 756	70 992	58 946
Solde moyen des dépôts	76 298	73 377	65 324	74 813	64 613

1) Les montants avant impôts de 14 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 et au premier trimestre de 2015, de 16 millions au deuxième trimestre de 2014, de 28 millions au premier semestre de 2015 et de 34 millions au premier semestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a atteint 206 millions de dollars, affichant une hausse de 49 millions ou de 31 % et, après ajustement, il s'est accru de 49 millions ou de 29 %, pour s'établir à 219 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est dégagé à 166 millions de dollars, ayant dépassé de 24 millions ou de 16 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 176 millions, ayant progressé de 22 millions ou de 14 %, ce qui a résulté de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 707 millions de dollars, accusant ainsi une légère baisse, soit de 7 millions ou de 1 % comparativement à il y a un an, puisque l'élargissement plus marqué des volumes de prêts et de dépôts et la hausse des revenus tirés du financement hypothécaire ont été plus qu'annulés par le recul de la marge nette d'intérêts et des autres revenus sous forme de commissions. La marge nette d'intérêts a reculé de 20 points de base pour s'établir à 3,46 % en raison surtout de la diminution des marges sur les prêts qu'ont causée la concurrence exercée par les taux et des changements dans la composition des produits, incluant le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 14 millions de dollars, ayant baissé de 34 millions en raison surtout de la diminution de celle relative aux prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 466 millions et, après ajustement, elles ont été de 452 millions, n'ayant que peu changé grâce à une gestion rigoureuse des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 3,5 milliards de dollars ou de 6 % sur un an, pour s'établir à 58,5 milliards. Les soldes de prêts aux entreprises, d'un montant de 35,3 milliards, ont progressé de 4,4 milliards ou de 14 %, en raison surtout de la hausse de 4,5 milliards ou de 17 % des prêts aux entreprises et prêts industriels de base sur un an, ces prêts ayant atteint 30,9 milliards. De plus, nos prêts automobiles indirects et nos prêts aux entreprises garantis par des biens immobiliers ont connu une croissance de 2 % et de 11 %, respectivement.

À 61,5 milliards, le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,2 milliards ou de 4 % en regard de la même période un an plus tôt. La hausse continue des dépôts des entreprises et du volume des comptes de chèques des particuliers a été atténué par la baisse des soldes des dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est amélioré de 14 millions de dollars ou de 8 % et, après ajustement, il s'est accru de 14 millions ou de 7 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars ou de 4 % par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est accru de 4 millions ou de 3 %, ce qui a découlé surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ce facteur a été neutralisé en partie par les répercussions qu'ont eues les trois jours de moins du trimestre considéré.

Les revenus ont fléchi de 13 millions de dollars ou de 2 % en regard du trimestre précédent étant donné que les avantages de la croissance des revenus tirés du financement hypothécaire ont été plus qu'annulés par le nombre moins élevé de jours. La marge nette d'intérêts est demeurée relativement stable grâce à l'effet positif de la diminution des actifs générant de faibles marges, ce qui a été contrebalancé en partie par la contraction continue des marges sur les prêts à cause des pressions exercées par la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 19 millions de dollars en raison surtout de la baisse de celle relative aux prêts aux particuliers et aux entreprises. Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont reculé de 4 millions en raison surtout du repli des frais liés au personnel, ce qui reflète notamment l'incidence du nombre moins élevé de jours et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Ces facteurs ont été annulés en partie par les investissements destinés à soutenir la croissance des activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants s'est accru de 0,4 milliard de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent grâce principalement à l'essor du volume de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. Le solde moyen des dépôts est demeuré stable, la hausse des volumes des comptes de chèques des particuliers ayant été contrebalancée par le recul des dépôts des entreprises.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 74 millions de dollars ou de 23 % et, après ajustement, il s'est accru de 74 millions ou de 21 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est renforcé de 31 millions de dollars ou de 10 % et, après ajustement, il a progressé de 28 millions ou de 9 %, ce qui a résulté surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges, les revenus ayant été stables.

À 1 427 millions de dollars, les revenus ont été comparables à ceux du même semestre de l'exercice précédent en raison de la forte hausse des prêts aux entreprises et de l'augmentation des revenus tirés du financement hypothécaire, ce qui a été neutralisé par le recul de la marge nette d'intérêts et des autres revenus sous forme de commissions. La marge nette d'intérêts a reculé de 24 points de base pour s'établir à 3,46 %, ce qui est surtout imputable à la concurrence exercée par les taux, aux changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et à la faiblesse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 47 millions de dollars, ayant baissé de 21 millions par suite de la diminution de celle relative aux prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 936 millions, avant fléchi de 14 millions ou de 2 %. Après ajustement, elles ont été de 908 millions, ayant fléchi de 8 millions ou de 1 % grâce à une gestion rigoureuse des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 4,4 milliards de dollars ou de 8 % sur un an, pour s'établir à 58,4 milliards. À 61,5 milliards, le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,3 milliards ou de 4 %.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts	150	160	135	310	275
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 038	1 622	1 072	2 660	2 155
Total des revenus 1)	1 188	1 782	1 207	2 970	2 430
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	24	747	328	771	685
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 164	1 035	879	2 199	1 745
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	2	2	3	1
Charges autres que d'intérêts	836	828	631	1 664	1 276
Bénéfice avant impôts sur le résultat	327	205	246	532	468
Charge d'impôts sur le résultat	89	46	54	135	102
Bénéfice net comptable	238	159	192	397	366
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	10	10	-	20	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	17	17	6	34	14
Bénéfice net ajusté	265	186	198	451	380
Hausse du bénéfice net (%)	24,0	(8,7)	38,3	8,5	21,7
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	33,9	2,3	35,9	18,8	21,0
Hausse des revenus (%) 1)	(1,5)	45,6	9,0	22,2	19,1
Hausse des revenus, déduction faite des SCVPI	32,5	19,3	15,1	26,0	13,2
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	32,6	28,3	7,2	30,4	10,0
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	29,1	24,9	7,4	27,0	10,0
Rendement des capitaux propres (%)	17,0	11,5	23,7	14,3	22,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	19,0	13,4	24,4	16,2	23,0
Lever d'exploitation (%) 1)	(34,1)	17,3	1,8	(8,2)	9,1
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	3,4	(5,6)	7,7	(1,0)	3,2
Ratio d'efficacité (%) 1)	70,4	46,5	52,3	56,0	52,5
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	69,0	76,7	70,8	72,6	72,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,60	2,78	2,64	2,69	2,68
Actif productif moyen	23 596	22 780	20 876	23 181	20 651
Solde moyen des prêts et acceptations courants	14 151	13 805	12 804	13 976	12 680
Solde moyen des dépôts	27 308	26 595	24 755	26 946	24 987

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus	185	185	176	370	354
Charges autres que d'intérêts	163	169	148	332	305
Bénéfice net comptable	15	12	19	27	36
Bénéfice net ajusté	20	17	24	37	46
Actif productif moyen	3 196	3 186	2 970	3 191	2 952
Solde moyen des prêts et acceptations courants	2 901	2 829	2 592	2 864	2 559
Solde moyen des dépôts	6 110	6 296	5 666	6 205	5 766

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés à F&C de 11 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, de 13 millions au premier trimestre de 2015 et de 24 millions au premier semestre de 2015 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Les montants avant impôts de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 et au premier trimestre de 2015, de 9 millions au deuxième trimestre de 2014, de 44 millions au premier semestre de 2015 et de 19 millions au premier semestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a été de 238 millions de dollars, ayant augmenté de 46 millions ou de 24 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est dégagé à 265 millions, s'étant accru de 67 millions ou de 34 % sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 169 millions, pour une hausse de 32 millions ou de 23 %, ce qui a résulté d'une saine croissance interne et de celle générée par F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 96 millions, s'étant accru de 35 millions sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à l'incidence des variations favorables des taux d'intérêt à long terme et des avantages associés aux changements apportés au portefeuille de placements en vue d'améliorer la gestion de l'actif et du passif.

Les revenus se sont établis à 1 188 millions de dollars, contre 1 207 millions il y a un an. En retranchant les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) des revenus d'assurance, les revenus de la Gestion de patrimoine ont augmenté de 33 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 998 millions, s'étant améliorés de 221 millions ou de 29 % grâce à l'incidence positive de F&C qui a été acquise ainsi qu'à la progression des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée la forte croissance des actifs des clients. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 166 millions, ayant bondi de 64 millions ou de 63 % en raison des facteurs mentionnés ci-dessus. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 25 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 836 millions de dollars, pour une hausse de 205 millions ou de 33 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 803 millions, s'étant alourdies de 181 millions ou de 29 % en raison surtout des répercussions de l'acquisition de F&C, de la hausse des charges liées aux revenus, des conséquences de la plus-value du dollar américain et de l'accroissement des coûts associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. Le renforcement du dollar américain a accru de 22 millions les charges ajustées.

Ayant atteint 833 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 221 milliards ou de 36 % par rapport à il y a un an, F&C qui a été acquise ayant représenté 137 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 14 %, ce qui a résulté de l'appréciation du dollar américain, de la progression des marchés et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est accru de 79 millions de dollars en regard du trimestre précédent, pour se dégager à 238 millions. Après ajustement, il a été de 265 millions, pour une hausse de 79 millions ou de 43 % comparativement à la période précédente. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a progressé de 14 millions ou de 9 % grâce à une saine croissance interne. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est amélioré de 65 millions en raison des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme par rapport au premier trimestre de 2015.

En retranchant les SCVPI des revenus d'assurance, les revenus de la Gestion de patrimoine se sont accrus de 12 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont améliorés de 32 millions de dollars ou de 3 % en dépit des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre, ce qui reflète la hausse des revenus tirés des produits tarifés qu'a générée l'augmentation des actifs des clients. Après déduction des SCVPI, les revenus d'assurance ont bondi de 97 millions ou de 141 %, et ce, en raison surtout de l'incidence des taux d'intérêt dont il a été fait mention ci-dessus. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 9 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 8 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. Après ajustement, elles ont augmenté de 10 millions. Exclusion faite de l'incidence d'un dollar américain plus fort, les charges autres que d'intérêts ajustées se sont accrues de 2 millions, car la hausse des coûts liés aux revenus et d'autres coûts survenue durant le trimestre à l'étude a été annulée en majeure partie par l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et du nombre moins élevé de jours.

Les actifs sous gestion et sous administration ont diminué de 19 milliards de dollars en raison de fluctuations défavorables des cours de change, facteur atténué par l'appréciation des marchés.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Le bénéfice net a été de 397 millions de dollars, ayant augmenté de 31 millions ou de 8 % en regard du même semestre de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est dégagé à 451 millions, s'étant accru de 71 millions ou de 19 % sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 324 millions, pour une hausse de 65 millions ou de 25 % qui a résulté d'une saine croissance interne et de celle générée par F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 127 millions, s'étant accru de 6 millions ou de 5 %.

Une fois les SCVPI retranchés des revenus d'assurance, les revenus se sont établis à 2 199 millions de dollars, s'étant renforcés de 454 millions ou de 26 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 964 millions, s'étant améliorés de 419 millions ou de 27 % grâce à l'incidence positive de F&C qui a été acquise ainsi qu'à la progression des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée la forte croissance des actifs des clients. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont atteint 235 millions, ce qui signale une hausse de 35 millions ou de 17 % qui a découlé des facteurs indiqués ci-dessus. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 46 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 664 millions de dollars, pour une hausse de 388 millions ou de 30 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 1 596 millions, s'étant alourdies de 339 millions ou de 27 % en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C, de la hausse des charges liées aux revenus et des coûts associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire et de l'incidence de la plus-value du dollar américain. La plus-value du dollar américain a accru de 40 millions les charges ajustées.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	274	388	327	662	587
Revenus autres que d'intérêts	738	533	624	1 271	1 337
Total des revenus (bic)	1 012	921	951	1 933	1 924
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	5	9	(4)	14	(5)
Charges autres que d'intérêts	617	623	581	1 240	1 189
Bénéfice avant impôts sur le résultat	390	289	374	679	740
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	94	68	69	162	159
Bénéfice net comptable	296	221	305	517	581
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	-	1	-	1
Bénéfice net ajusté	296	221	306	517	582
Revenus du secteur Produits de négociation	660	569	599	1 229	1 190
Revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés	352	352	352	704	734
Hausse du bénéfice net (%)	(2,7)	(20,1)	17,4	(11,0)	4,3
Hausse des revenus (%)	6,3	(5,2)	13,8	0,5	11,2
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	6,1	2,5	13,5	4,3	14,9
Rendement des capitaux propres (%)	17,9	13,7	20,7	15,8	19,7
Levier d'exploitation (%) (bic)	0,2	(7,7)	0,3	(3,8)	(3,7)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	60,9	67,6	61,0	64,1	61,8
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,48	0,65	0,59	0,57	0,54
Actif productif moyen	235 156	237 186	226 120	236 188	220 935
Actif moyen	289 891	287 666	264 036	288 760	259 014
Solde moyen des prêts et acceptations courants	36 068	34 526	30 367	35 284	29 074
Solde moyen des dépôts	136 372	138 979	137 172	137 697	133 828
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	297	265	287	562	629
Charges autres que d'intérêts	221	220	221	441	447
Bénéfice net comptable	51	29	59	80	145
Actif productif moyen	74 226	76 161	81 511	75 209	78 019
Actif moyen	83 504	85 228	90 929	84 380	87 837
Solde moyen des prêts et acceptations courants	10 455	10 184	9 540	10 317	9 262
Solde moyen des dépôts	54 394	58 603	60 348	56 533	57 645

1) Les montants avant impôts de néant au deuxième trimestre de 2015 et au premier trimestre de 2015, de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2014, de néant au premier semestre de 2015 et de 2 millions au premier semestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est chiffré à 296 millions de dollars, en baisse de 9 millions ou de 3 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, la hausse des revenus ayant été annulée par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 17,9 %, contre 20,7 % un an plus tôt, ce qui a résulté en grande partie de l'augmentation du capital attribué.

Les revenus ont augmenté de 61 millions de dollars ou de 6 % comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. Les activités menées pour le compte des clients du secteur Produits de négociation se sont intensifiées, alors que les revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés ont été comparables à ceux de la période correspondante de 2014. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 43 millions ou de 4 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars, ce qui reflète la hausse des dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 36 millions ou de 6 % sur un an. Compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 6 millions ou de 1 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a progressé de 75 millions de dollars ou de 34 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a résulté principalement de la forte hausse des revenus du secteur Produits de négociation et de la baisse des frais liés au personnel.

Les revenus ont augmenté de 91 millions de dollars ou de 10 % grâce à l'amélioration de ceux provenant du secteur Produits de négociation et à l'incidence d'un ajustement d'évaluation du crédit et du financement négatif au trimestre précédent. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés sont demeurés les mêmes qu'au cours de ce trimestre. L'appréciation du dollar américain a ajouté 43 millions ou 5 % aux revenus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 4 millions de dollars moins élevée que celle du trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 6 millions ou de 1 %. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont fléchi de 17 millions ou de 3 % en raison surtout de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, laquelle est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

Le bénéfice net s'est dégagé à 517 millions de dollars, ayant baissé de 64 millions ou de 11 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent en raison du recul des revenus libellés en monnaie d'origine et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont augmenté de 9 millions de dollars. Ceux du secteur Produits de négociation ont progressé, ce qui a été neutralisé en partie par un ajustement d'évaluation du crédit et du financement négatif au premier trimestre. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés ont diminué en raison de la baisse des profits nets sur titres et de la diminution des activités de banque d'affaires menées pour le compte des clients, ce qui a été plus qu'annulé par l'accroissement des revenus des services aux sociétés. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 62 millions ou de 3 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 19 millions de dollars, ce qui reflète la hausse des dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 51 millions ou de 4 % sur un an en raison de l'appréciation du dollar américain.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations					Tableau 15
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T2-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(90)	(37)	(25)	(127)	(28)
Compensation sur une bic des groupes	(100)	(190)	(138)	(290)	(223)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(190)	(227)	(163)	(417)	(251)
Revenus autres que d'intérêts	33	92	50	125	70
Total des revenus (bic)	(157)	(135)	(113)	(292)	(181)
Recouvrement de pertes sur créances	(6)	(20)	(19)	(26)	(78)
Charges autres que d'intérêts	268	160	102	428	220
Perte avant impôts sur le résultat	(419)	(275)	(196)	(694)	(323)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(192)	(201)	(138)	(393)	(224)
Perte nette comptable	(227)	(74)	(58)	(301)	(99)
Coûts de restructuration 1)	106	-	-	106	-
Perte nette ajustée	(121)	(74)	(58)	(195)	(99)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise					
Prêts immobiliers douteux	18	5	(3)	23	11
Intérêts sur les prêts douteux	5	4	8	9	18
Prêts douteux acquis	(26)	(29)	(45)	(55)	(162)
Prêts productifs acquis	(3)	-	21	(3)	55
Recouvrement de pertes sur créances, résultat comptable	(6)	(20)	(19)	(26)	(78)
Solde moyen des prêts et acceptations	261	300	487	281	525
Prêts et acceptations à la clôture de la période	206	256	399	206	399
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	(75)	(43)	(18)	(118)	(41)
Recouvrement de pertes sur créances	(33)	(1)	(23)	(34)	(71)
Charges autres que d'intérêts	43	46	50	89	62
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(44)	(46)	(27)	(90)	(30)
Perte nette comptable	(41)	(42)	(18)	(83)	(2)
Total des revenus ajustés (bic)	(75)	(43)	(18)	(118)	(41)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(4)	(18)	(18)	(22)	(75)
Charges autres que d'intérêts ajustées	2	46	50	48	62
Perte nette ajustée	(33)	(31)	(21)	(64)	-

1) Liés principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles et tiennent aussi compte du règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise. Le montant avant impôts de 149 millions de dollars a été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations. Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

Analyse des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2014

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est chiffrée à 227 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 58 millions pour la même période de l'exercice précédent. La perte du trimestre à l'étude a compris une charge de 106 millions liée principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. La charge reflète également le règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise. La perte nette ajustée des Services d'entreprise du deuxième trimestre de 2015 a été de 121 millions, contre 58 millions un an plus tôt. Compte non tenu de l'incidence qu'a eue sur les revenus et les impôts l'ajustement sur une bic des groupes, les résultats ont fléchi en raison de la diminution des revenus du portefeuille de prêts productifs acquis, de la baisse des recouvrements des prêts douteux acquis et de la hausse des charges réglementaires et des frais liés au personnel.

Comparaison du deuxième trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2015

La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est située à 121 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 74 millions pour le premier trimestre de 2015. Les résultats se sont affaiblis en raison surtout de la baisse des revenus liés à la trésorerie et de ceux générés par le portefeuille de prêts productifs acquis, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des charges, compte non tenu de l'incidence de l'ajustement sur une bic des groupes.

Comparaison du premier semestre de 2015 et du premier semestre de 2014

La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est située à 195 millions de dollars pour le premier semestre de 2015, comparativement à 99 millions pour le même semestre de 2014. Les résultats se sont affaiblis en raison surtout de la baisse des revenus, de la hausse des charges réglementaires et de la diminution des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, compte non tenu de l'incidence de l'ajustement sur une bic des groupes.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Total des revenus 1)	4 526	5 055	4 640	4 735	4 369	4 479	4 319	4 088
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	24	747	300	520	328	357	181	88
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 502	4 308	4 340	4 215	4 041	4 122	4 138	4 000
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	161	163	170	130	162	99	189	56
Dotations à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	20
Charges autres que d'intérêts	3 112	3 006	2 887	2 756	2 594	2 684	2 580	2 526
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 229	1 139	1 283	1 329	1 285	1 339	1 369	1 398
Charge d'impôts sur le résultat	230	139	213	203	209	278	295	275
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	999	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074	1 123
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088	1 122
Bénéfice de base par action (\$)	1,49	1,47	1,57	1,68	1,61	1,58	1,60	1,67
Bénéfice dilué par action (\$)	1,49	1,46	1,56	1,67	1,60	1,58	1,60	1,66
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,71	1,53	1,63	1,73	1,63	1,61	1,62	1,66
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,51	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,69	1,78
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	1,51	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,60	1,65
Taux d'impôt effectif (%)	18,8	12,2	16,6	15,3	16,2	20,8	21,6	19,7
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	19,8	12,6	16,8	15,6	16,5	20,9	21,5	19,2
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,24	1,19	1,11	1,08	1,10	1,08	1,04	1,04
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	143	132	129	129	131	139	164	122
PE États-Unis	18	40	47	57	52	21	98	43
Services bancaires Particuliers et entreprises	161	172	176	186	183	160	262	165
Gestion de patrimoine	1	2	(1)	(3)	2	(1)	1	(1)
BMO Marchés des capitaux	5	9	(7)	(6)	(4)	(1)	(17)	2
Services d'entreprise, y compris T&O	(6)	(20)	2	(47)	(19)	(59)	(57)	(110)
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	161	163	170	130	162	99	189	56
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	486	502	526	525	480	485	458	486
PE États-Unis	206	192	169	161	157	167	104	152
Services bancaires Particuliers et entreprises	692	694	695	686	637	652	562	638
Gestion de patrimoine	238	159	225	189	192	174	310	216
BMO Marchés des capitaux	296	221	191	305	305	276	216	267
Services d'entreprise, y compris T&O	(227)	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(14)	2
Bénéfice net de BMO Groupe financier	999	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074	1 123
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	487	503	527	526	481	486	460	488
PE États-Unis	219	205	182	174	170	180	117	165
Services bancaires Particuliers et entreprises	706	708	709	700	651	666	577	653
Gestion de patrimoine	265	186	252	211	198	182	317	223
BMO Marchés des capitaux	296	221	191	305	306	276	217	268
Services d'entreprise, y compris T&O	(121)	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(23)	(22)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088	1 122

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 58 et 59 de son Rapport annuel pour 2014. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2013 et le deuxième trimestre de 2015, inclusivement. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 128 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

PE Canada

Stimulé par une progression des revenus de plus de 4 % au cours de cinq des six derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada continue de s'accroître. L'amélioration des revenus enregistrée au cours de cette période provient de la hausse des soldes et des volumes, les marges nettes d'intérêts ayant été relativement stables. L'augmentation des dépôts a été importante, mais celle des prêts a ralenti au cours des derniers trimestres. Les charges ont augmenté en raison des investissements destinés à soutenir la croissance des activités ainsi que des coûts plus élevés associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont demeurées relativement faibles et constantes au cours des huit derniers trimestres.

PE États-Unis

Les résultats de PE États-Unis s'améliorent depuis le deuxième trimestre de 2014 grâce à la plus forte hausse des revenus, ce qui a découlé essentiellement de la progression marquée des prêts aux entreprises. En général, la marge nette d'intérêts s'est contractée en raison surtout de la réduction des marges sur les prêts qu'ont entraînée la concurrence exercée par les taux et des changements dans la composition des produits. Les dotations aux provisions pour pertes sur créances sont demeurées relativement les mêmes au cours de cette période, mais ont affiché un recul au deuxième trimestre de 2015 grâce à la hausse des recouvrements.

Gestion de patrimoine

Les résultats d'exploitation de la Gestion de patrimoine se sont nettement renforcés en 2014. Ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont bénéficié, dans la deuxième moitié de 2014 et au premier semestre de 2015, de l'apport de F&C qui a été acquise ainsi que d'une bonne croissance interne des actifs des clients. Compte non tenu d'un important profit sur titres au quatrième trimestre de 2013, les activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont vu leurs revenus enregistrer une hausse à deux chiffres dans les huit derniers trimestres. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tenaient compte de coûts liés au règlement d'une question juridique.

Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme et des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

BMO Marchés des capitaux

Les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés solides au cours des trois premiers trimestres de 2014, tirant ainsi parti d'une stratégie continue, mais aussi bien diversifiée et de bonnes conditions de marché. Au quatrième trimestre de 2014 ainsi qu'au premier trimestre de 2015, les activités ont ralenti et ont été touchées négativement par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement. Le trimestre à l'étude reflète l'amélioration des revenus, surtout ceux du secteur Produits de négociation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a reculé depuis 2012 et a affiché une certaine variabilité d'un trimestre à l'autre.

Services d'entreprise

Le bénéfice net trimestriel ajusté peut fluctuer d'un trimestre à l'autre, mais a, en général, fléchi depuis le deuxième trimestre de 2013 en raison de la diminution des avantages associés aux portefeuilles de prêts acquis.

Change

En 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé en 2014, sauf au troisième trimestre où il a légèrement fléchi, et il a continué de s'apprécier au premier trimestre de 2015 avant de se replier au trimestre suivant. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, du montant du bénéfice exonéré d'impôt ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 30 avril 2015, le total des actifs atteignait 633,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 44,6 milliards en regard du 31 octobre 2014, ce qui inclut une hausse de 17,4 milliards attribuable à la plus-value du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 7,2 milliards et les passifs financiers dérivés se sont accrus de 10,6 milliards en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et de change par suite, respectivement, du repli des taux d'intérêt et de la plus-value du dollar américain au cours du premier semestre de l'exercice.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à l'appréciation du dollar américain. La hausse de 9,3 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'accroissement des soldes auprès de banques centrales. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 8,6 milliards, ce qui s'explique par l'intensification des activités menées pour les clients. La croissance de 5,9 milliards du solde net des prêts et acceptations provient essentiellement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques qu'ont consentis les groupes d'exploitation. Les titres ont diminué de 4,2 milliards en raison surtout de la baisse des titres de négociation.

Les passifs se sont accrus de 43,6 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2014, ce qui a inclus une hausse de 17,1 milliards qui a découlé du renforcement du dollar américain, compte non tenu de ses répercussions sur les passifs financiers dérivés, et une augmentation de 10,6 milliards des passifs financiers dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à un dollar américain plus fort. L'accroissement de 16,7 milliards de dollars des dépôts a résulté surtout de hausses de 9,3 milliards des dépôts des banques et de 5,4 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, reflétant ainsi une amélioration des dépôts de gros et de ceux des clients et une augmentation de 1,9 milliard des dépôts des particuliers.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1,0 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2014. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est renforcé de 1,6 milliard, ce qui a été atténué par une diminution de 0,6 milliard de la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales, et sa progression a résulté surtout de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a augmenté de 1,3 milliard, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la plus-value du dollar américain et celui lié aux couvertures de flux de trésorerie s'est accru de 0,3 milliard grâce essentiellement à la baisse des taux d'intérêt. Les résultats non distribués ont augmenté de 528 millions.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2014 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel 2014 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits aux pages 70 et 71 de son Rapport annuel pour 2014 ainsi qu'à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation canadiennes des clients et entités à financement structuré. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 30 avril 2015.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion annuel pour 2014 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 71 à 73 ainsi que 129 et 130 du Rapport annuel 2014 de BMO.

En date du 1^{er} novembre 2014, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 131 et 132 du Rapport annuel pour 2014 de BMO renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir.

Nous prévoyons adopter l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), en date du 1^{er} novembre 2017. L'IFRS 9 traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. Nous évaluons actuellement les répercussions que cette nouvelle norme aura sur nos résultats financiers à venir.

Instruments financiers désignés

Les pages 69 et 70 du Rapport annuel pour 2014 de BMO donnent de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, le cas échéant, survenu depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2014.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer.

Règle Volcker La version finale de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux entités bancaires et à leurs sociétés affiliées qui mènent des activités aux États-Unis d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement, a été parachevée en décembre 2013. En décembre 2014, les organismes de réglementation américains ont prolongé jusqu'au 21 juillet 2016 la période durant laquelle les entités bancaires doivent faire en sorte que leurs placements et les liens qu'elles entretiennent avec des fonds d'investissement privés et qui ont été instaurés avant le 31 décembre 2013 respectent ces exigences. Ils ont également fait savoir qu'au cours de 2015, ils émettraient un avis repoussant cette date au 21 juillet 2017. Ces prolongations donneraient plus de temps aux entités bancaires pour se défaire de leurs investissements dans ces fonds ou des liens qu'elles ont avec eux afin d'assurer le respect des nouvelles exigences, mais ne changeraient en rien le calendrier de mise en œuvre, par une entreprise, du cadre de conformité à la règle Volcker. En ce qui concerne nos placements dans certains fonds d'investissement non américains qui ont été instaurés après le 31 décembre 2013 et les liens que nous entretenons avec ceux-ci, nous poursuivons nos échanges avec les organismes de réglementation et d'autres intervenants du secteur afin de clarifier comment la règle Volcker s'appliquera à de tels fonds.

Règlement du CRF Le Conseil de la Réserve fédérale a parachevé un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, telle BMO. Le 29 décembre 2014, nous avons remis au Conseil de la Réserve fédérale un aperçu du plan de mise en œuvre par lequel nous entendons nous conformer à ces exigences d'ici la date d'entrée en vigueur de ce règlement, soit le 1^{er} juillet 2016. BMO évalue actuellement l'incidence que celui-ci aura sur ses activités et s'y prépare.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 64, 95 et 102 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Proposition dans le budget fédéral Il a été proposé dans le budget fédéral de 2015 des règles fiscales qui concernent les arrangements de capitaux propres synthétiques et qui, dans certains cas, interdiraient toute déduction au titre des dividendes payés ou payables après le 31 octobre 2015. S'ils sont adoptés, ces changements pourraient faire augmenter notre taux d'impôt effectif pour l'année d'imposition 2016 et les suivantes.

Mise en garde

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 105 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 qui suit présente des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015				Au 31 octobre 2014				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 403	-	40 403	-	28 386	-	28 386	- Taux d'intérêt	
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 256	330	6 926	-	6 110	930	5 180	- Taux d'intérêt	
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	82 031	74 531	7 500	-	85 022	78 997	6 025	- Taux d'intérêt, écart de taux	
Titres disponibles à la vente	49 340	-	49 340	-	46 966	-	46 966	- Taux d'intérêt, écart de taux	
Titres détenus jusqu'à leur échéance	10 015	-	10 015	-	10 344	-	10 344	- Taux d'intérêt	
Titres divers	1 060	-	1 060	-	987	-	987	- Actions	
Titres pris en pension ou empruntés	64 576	-	64 576	-	53 555	-	53 555	- Taux d'intérêt	
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	315 856	-	315 856	-	303 038	-	303 038	- Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	39 831	37 493	2 338	-	32 655	31 627	1 028	- Taux d'intérêt, change	
Actifs divers	22 907	-	8 129	14 778	21 596	-	7 787	13 809 Taux d'intérêt	
Total des actifs	633 275	112 354	506 143	14 778	588 659	111 554	463 296	13 809	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	424 231	8 246	415 985	-	393 088	7 639	385 449	- Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	44 237	41 810	2 427	-	33 657	32 312	1 345	- Taux d'intérêt, change	
Acceptations	11 453	-	11 453	-	10 878	-	10 878	Taux d'intérêt	
Titres vendus à découvert	25 908	25 908	-	-	27 348	27 348	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	42 039	-	42 039	-	39 695	-	39 695	- Taux d'intérêt	
Passifs divers	44 569	-	44 170	399	43 676	-	43 263	413 Taux d'intérêt	
Dette subordonnée	4 435	-	4 435	-	4 913	-	4 913	- Taux d'intérêt	
Total des passifs	596 872	75 964	520 509	399	553 255	67 299	485 543	413	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué au cours du trimestre en raison d'une réduction des positions en actions. Une plus grande diversification a compensé en partie cette baisse. De fait, la VaR liée aux titres disponibles à la vente est demeurée inchangée au cours de la période. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a fléchi, ce qui est essentiellement imputable aux changements, durant le trimestre, de la VaR liée à ces activités.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt est passée d'une exposition à un avantage en raison de la diminution de la sensibilité des actifs à taux variable et des taux d'intérêt plus élevés à la fin du deuxième trimestre, comparativement au trimestre précédent. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement le risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi qu'une capacité plus restreinte de baisser les taux d'intérêt des dépôts lorsque les taux diminuent. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse de taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. Cet avantage a diminué en raison de la baisse de la sensibilité des actifs à taux variable.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 91 à 95 de son Rapport annuel pour 2014.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1) 2)

Tableau 18

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015				Au 31 janvier 2015	Au 31 octobre 2014
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,4)	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,5)	(0,5)
VaR liée aux actions	(5,5)	(7,5)	(12,4)	(5,0)	(12,0)	(3,2)
VaR liée au change	(0,9)	(1,1)	(3,0)	(0,4)	(1,0)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(5,7)	(7,4)	(9,3)	(4,4)	(5,6)	(5,8)
VaR liée au crédit	(6,8)	(6,7)	(7,4)	(6,3)	(6,8)	(5,5)
Diversification	9,4	10,6	n. s.	n. s.	11,3	7,4
Total de la VaR – Négociation	(9,9)	(12,6)	(16,7)	(9,0)	(14,6)	(8,1)
Total de la VaR – Titres disponibles à la vente	(10,8)	(10,6)	(11,8)	(9,6)	(10,6)	(7,9)

1) Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.

2) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015				Au 31 janvier 2015	Au 31 octobre 2014
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(0,7)	(1,0)	(1,2)	(0,7)	(1,0)	(3,2)
VaR liée aux actions en période de tension	(11,7)	(11,8)	(15,5)	(8,0)	(14,5)	(14,0)
VaR liée au change en période de tension	(1,1)	(2,1)	(4,6)	(1,0)	(1,6)	(0,7)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(11,2)	(12,6)	(15,7)	(10,9)	(7,9)	(11,2)
VaR liée au crédit en période de tension	(18,9)	(17,8)	(20,5)	(15,5)	(20,3)	(13,6)
Diversification	21,1	22,4	n. s.	n. s.	20,2	20,6
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(22,5)	(22,9)	(27,6)	(19,4)	(25,1)	(22,1)

1) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

2) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014
Hausse de 100 points de base	(853,8)	(545,9)	(715,1)	103,4	116,8	64,7
Baisse de 100 points de base	346,1	(61,5)	405,2	(25,9)	(39,1)	(62,6)
Hausse de 200 points de base	(2 142,8)	(1 614,3)	(1 579,4)	110,3	152,6	85,8
Baisse de 200 points de base	96,8	(258,3)	320,5	(48,8)	(51,1)	(68,1)

1) Nous avons amélioré la méthode servant à quantifier l'incidence potentielle des variations des taux d'intérêt sur les sensibilités du résultat et de la valeur économique au risque structurel au premier trimestre. Les positions au 31 octobre 2014 n'ont pas été retraitées en fonction de la nouvelle méthode.

2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 75 points de base et à 25 points de base, respectivement, pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé de ceux à court terme.

3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées par voie du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque. L'exposition au risque associée à ces positions est prise en compte dans le tableau qui porte sur la VaR (Tableau 19) à l'élément Total de la VaR – Titres disponibles à la vente.

4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2015 donnerait lieu à une augmentation de 68 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 504 millions de leur valeur économique avant impôts (76 millions et 572 millions, respectivement, au 31 janvier 2015 et 71 millions et 385 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2015 donnerait lieu à une diminution de 65 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 562 millions de leur valeur économique avant impôts (72 millions et 623 millions, respectivement, au 31 janvier 2015 et 63 millions et 414 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 189,4 milliards de dollars au 30 avril 2015, contre 191,2 milliards au 31 janvier 2015. La baisse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des conséquences de la moins-value du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides	Tableau 21					
	Au 30 avril 2015			Au 31 janvier 2015		
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables/ actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 403	-	40 403	1 678	38 725	42 321
Dépôts à d'autres banques	7 256	-	7 256	-	7 256	6 597
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	98 670	16 774	115 444	71 571	43 873	44 264
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	18 779	1 066	19 845	3 888	15 957	17 205
Titres de créance d'entreprises	18 161	5 826	23 987	1 531	22 456	24 117
Titres de participation d'entreprises	71 412	15 526	86 938	43 165	43 773	40 745
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	207 022	39 192	246 214	120 155	126 059	126 331
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	21 335	-	21 335	4 011	17 324	15 912
Total des actifs liquides	276 016	39 192	315 208	125 844	189 364	191 161
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	107 569	-	107 569	781	106 788	106 367
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	383 585	39 192	422 777	126 625	296 152	297 528

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 30 avril 2015.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2015					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	47 659	-	1 678	478	45 503
Valeurs mobilières 5)	267 549	94 477	29 689	8 430	134 953
Prêts et acceptations	294 521	40 900	1 615	145 218	106 788
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 831	-	-	39 831	-
Bureaux et matériel	2 274	-	-	2 274	-
Écart d'acquisition	5 646	-	-	5 646	-
Immobilisations incorporelles	2 136	-	-	2 136	-
Actifs d'impôt exigible	596	-	-	596	-
Actifs d'impôt différé	3 174	-	-	3 174	-
Actifs divers	9 081	-	-	9 081	-
Total des autres actifs	62 738	-	-	62 738	-
Total des actifs	672 467	135 377	32 982	216 864	287 244

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2015					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	50 759	-	1 841	463	48 455
Valeurs mobilières 5)	279 314	103 207	33 864	8 660	133 583
Prêts et acceptations	297 805	41 966	1 552	147 920	106 367
Autres actifs					
Instruments dérivés	62 989	-	-	62 989	-
Bureaux et matériel	2 334	-	-	2 334	-
Écart d'acquisition	5 900	-	-	5 900	-
Immobilisations incorporelles	2 214	-	-	2 214	-
Actifs d'impôt exigible	579	-	-	579	-
Actifs d'impôt différé	3 437	-	-	3 437	-
Actifs divers	9 110	-	-	9 110	-
Total des autres actifs	86 563	-	-	86 563	-
Total des actifs	714 441	145 173	37 257	243 606	288 405

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 8,9 milliards de dollars au 30 avril 2015, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et de certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprendent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2015, le RLCT moyen de fin de mois, soit 136 %, a été calculé comme étant le ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, elles peuvent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit, ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et qui ont été émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides et ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement figurent à la page 95 de son Rapport annuel pour 2014.

Trimestre clos le 30 avril 2015

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	124,9
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	173,2	7,8
Dépôts stables	118,9	2,4
Dépôts moins stables	54,3	5,4
Financement de gros non garanti, dont :	122,8	63,8
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	52,7	13,1
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	68,6	49,2
Dettes non garanties	1,5	1,5
Financement de gros garanti	*	15,7
Exigences supplémentaires, dont :	114,3	30,0
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	14,0	4,9
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	11,7	11,7
Facilités de crédit et de liquidité	88,6	13,4
Autres obligations de financement contractuelles	0,7	-
Autres obligations de financement conditionnelles	276,1	5,1
Total des sorties de trésorerie	*	122,4
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (par ex. prises en pension)	54,6	17,5
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,3	8,4
Autres entrées de trésorerie	4,7	4,7
Total des entrées de trésorerie	69,6	30,6
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		124,9
Total des sorties nettes de trésorerie		91,8
Ratio de liquidité à court terme (%)		136

* Valeur non présentée conformément à la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).

2) La moyenne est calculée selon les valeurs de fin de mois pour le trimestre.

3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice sur les normes de liquidité.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et autres actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 250,7 milliards de dollars au 30 avril 2015, comparativement à 254,2 milliards au 31 janvier 2015, ce qui est essentiellement imputable aux conséquences de la moins-value du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 30 avril 2015, ces dépôts se chiffraient à 30,6 milliards.

Au 30 avril 2015, l'encours du financement de gros, financement provenant surtout de titres négociables, totalisait 172,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 39,5 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 132,9 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a baissé en regard de celui de 175,7 milliards au 31 janvier 2015 en raison surtout de l'incidence de la moins-value du dollar américain, laquelle a été compensée par la hausse des dépôts. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 189,4 milliards au 30 avril 2015 et qui, tel qu'il est décrit à la page 31, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 30 avril 2015								
Dépôts d'autres banques 2)	16 380	4 762	959	12	22 113	–	–	22 113
Certificats de dépôt et papier commercial	13 140	19 648	12 091	10 474	55 353	1 466	–	56 819
Billets de dépôt au porteur	225	1 167	1 005	21	2 418	–	–	2 418
Papier commercial adossé à des actifs	992	1 450	1 666	–	4 108	–	–	4 108
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	880	5 836	4 133	10 849	11 562	21 286	43 697
Billets structurés non garantis de premier rang 3)	25	9	132	534	700	112	1 111	1 923
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	–	343	259	789	1 391	2 435	12 947	16 773
Obligations couvertes	–	2 413	–	1 810	4 223	2 413	3 989	10 625
Titrisations de créances de cartes de crédit	–	–	957	437	1 394	2 620	1 101	5 115
Dette subordonnée 4)	–	344	–	–	344	563	5 050	5 957
Autres 5)	–	–	–	–	–	–	2 865	2 865
Total	30 762	31 016	22 905	18 210	102 893	21 171	48 349	172 413
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	992	4 206	2 882	3 036	11 116	7 468	20 902	39 486
Financement non garanti	29 770	26 810	20 023	15 174	91 777	13 703	27 447	132 927
Total 6)	30 762	31 016	22 905	18 210	102 893	21 171	48 349	172 413

- 1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Il exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.
- 2) Exception faite des dépôts d'autres banques, lesquels sont constitués essentiellement de dépôts bancaires obtenus dans le but de faciliter les activités de négociation, le financement non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables.
- 3) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.
- 4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.
- 5) Avances des Federal Home Loan Banks.
- 6) Le total du financement de gros était constitué de 51,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 120,5 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2015.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 figurant à la page 148 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 30 avril 2015 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's. Fitch a attribué des perspectives stables aux cotes de crédit à long terme de BMO alors que Moody's et Standard & Poor's ont apposé des perspectives négatives aux cotes de BMO et à celles d'autres banques canadiennes en réaction au régime de recapitalisation des titres d'emprunt non garantis de premier rang qu'a proposé le gouvernement fédéral. Le 20 mai 2015, DBRS a fait passer de stables à négatives les tendances relatives à six banques canadiennes, dont BMO, en raison de changements dans sa perception quant au soutien que l'État pourrait leur consentir.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 30 avril 2015, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 197 millions de dollars, 847 millions et 1 035 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 102 de son Rapport annuel pour 2014.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 78 et 101, respectivement, de son Rapport annuel pour 2014.

Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 88 et 89 de son Rapport annuel pour 2014. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2015 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les changements dans ces positions ont été mineurs en regard de celles au 31 janvier 2015 et au 31 octobre 2014.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 30 avril 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	
Pays GIIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	8	-	-	-	-	5	27	-	32
Italie	64	-	-	-	-	3	-	-	3
Portugal	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	54	-	-	-	-	3	-	-	3
Total - pays GIIPE	127	-	-	-	-	11	27	-	38
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)									
Allemagne	84	17	19	1 204	1 240	410	1	14	425
Pays-Bas	223	723	11	122	856	10	15	-	25
Finlande	1	19	-	412	431	1	-	-	1
Autres 8)	165	52	-	67	119	66	18	5	89
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	473	811	30	1 805	2 646	487	34	19	540
Reste de l'Europe									
Danemark	14	575	-	143	718	2	-	-	2
Norvège	17	984	-	-	984	7	-	-	7
Suède	36	386	-	-	386	1	-	-	1
Royaume-Uni	487	87	72	215	374	696	24	67	787
Autres 8)	97	-	-	-	-	42	-	-	42
Total - reste de l'Europe	651	2 032	72	358	2 462	748	24	67	839
Total - Europe 9)	1 251	2 843	102	2 163	5 108	1 246	85	86	1 417

Au 31 janvier 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	
Total - pays GIIPE	128	-	-	-	-	12	23	-	35
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	592	873	117	2 277	3 267	269	103	22	394
Total - reste de l'Europe	958	2 226	58	376	2 660	627	36	66	729
Total - Europe 9)	1 678	3 099	175	2 653	5 927	908	162	88	1 158

Au 31 octobre 2014

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	
Total - pays GIIPE	129	-	-	-	-	55	7	-	62
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	551	711	53	1 872	2 636	379	49	7	435
Total - reste de l'Europe	1 162	2 254	44	537	2 835	714	14	2	730
Total - Europe 9)	1 842	2 965	97	2 409	5 471	1 148	70	9	1 227

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 2)								
	Tranche financée au 30 avril 2015			Au 30 avril 2015		Au 31 janvier 2015		Au 31 octobre 2014	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	8	-	23	8	21	8	103	8
Italie	64	-	-	64	64	64	64	69	69
Portugal	1	-	-	1	1	1	1	-	-
Espagne	54	-	-	65	54	67	55	62	52
Total – pays GIPE	119	8	-	153	127	153	128	234	129
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)									
Allemagne	68	16	-	97	84	96	87	99	85
Pays-Bas	29	194	-	367	223	426	221	559	239
Finlande	1	-	-	1	1	1	1	-	-
Autres 8)	74	91	-	380	165	524	283	517	227
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	172	301	-	845	473	1 047	592	1 175	551
Reste de l'Europe									
Danemark	14	-	-	14	14	12	12	12	12
Norvège	17	-	-	17	17	15	15	15	15
Suède	23	13	-	156	36	163	34	198	93
Royaume-Uni	179	308	-	761	487	809	535	701	497
Autres 8)	23	74	-	165	97	664	362	846	545
Total – reste de l'Europe	256	395	-	1 113	651	1 663	958	1 772	1 162
Total – Europe 9)	547	704	-	2 111	1 251	2 863	1 678	3 181	1 842

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2015 :

- Une sûreté de 1 014 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (6 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 355 millions d'euros.
 - Des garanties de 1 070 millions de dollars (9 millions de dollars dans les pays GIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 549 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 30 avril 2015 (*inclut une position nette de 313 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 23 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (12 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2015).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 88 millions de dollars au 30 avril 2015 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 29 millions dans la Fédération de Russie au 30 avril 2015.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 94 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	2 685 \$	2 809 \$	2 799 \$	2 708 \$	2 670 \$	5 494 \$	5 402 \$
Valeurs mobilières	461	516	470	492	446	977	900
Dépôts à d'autres banques	77	76	67	67	69	153	136
	3 223	3 401	3 336	3 267	3 185	6 624	6 438
Charges d'intérêts							
Dépôts	664	712	720	727	701	1 376	1 418
Dettes subordonnées	44	44	40	37	37	88	73
Autres passifs	403	426	398	396	384	829	771
	1 111	1 182	1 158	1 160	1 122	2 293	2 262
Revenus nets d'intérêts	2 112	2 219	2 178	2 107	2 063	4 331	4 176
Revenus autres que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	237	237	232	238	236	474	464
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	262	259	262	260	239	521	480
Revenus de négociation	319	193	198	231	246	512	520
Commissions sur prêts	181	170	171	169	171	351	340
Frais de services de cartes	114	106	118	116	116	220	228
Frais de gestion de placements et de garde de titres	379	367	351	343	279	746	552
Revenus tirés de fonds d'investissement	355	322	305	301	238	677	467
Commissions de prise ferme et de consultation	182	171	166	238	149	353	340
Profits sur titres, autres que de négociation	70	39	41	12	47	109	109
Revenus de change, autres que de négociation	33	62	47	40	38	95	92
Revenus d'assurance	210	822	489	614	441	1 032	905
Autres	72	88	82	66	106	160	175
	2 414	2 836	2 462	2 628	2 306	5 250	4 672
Total des revenus	4 526	5 055	4 640	4 735	4 369	9 581	8 848
Dotations à la provision pour pertes sur créances	161	163	170	130	162	324	261
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	24	747	300	520	328	771	685
Charges autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel	1 843	1 791	1 575	1 595	1 491	3 634	3 072
Bureaux et matériel	533	500	532	469	452	1 033	907
Amortissement des immobilisations incorporelles	100	96	98	104	90	196	180
Déplacements et expansion des affaires	138	142	165	136	122	280	241
Communications	83	75	70	73	78	158	146
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	12	11	8	10	22	20
Honoraires	149	152	188	159	140	301	275
Autres	256	238	248	212	211	494	437
	3 112	3 006	2 887	2 756	2 594	6 118	5 278
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 229	1 139	1 283	1 329	1 285	2 368	2 624
Charge d'impôts sur le résultat	230	139	213	203	209	369	487
Bénéfice net	999 \$	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 999 \$	2 137 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	993	986	1 057	1 110	1 062	1 979	2 110
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	6	14	13	16	14	20	27
Bénéfice net	999 \$	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 999 \$	2 137 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens)							
De base	1,49 \$	1,47 \$	1,57 \$	1,68 \$	1,61 \$	2,96 \$	3,19 \$
Dilué	1,49	1,46	1,56	1,67	1,60	2,95	3,18

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Bénéfice net	999 \$	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 999 \$	2 137 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(6)	(2)	(37)	76	27	(8)	(11)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(22)	(14)	(22)	(17)	(16)	(36)	(38)
	(28)	(16)	(59)	59	11	(44)	(49)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(282)	595	83	53	(31)	313	111
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(9)	(25)	(25)	(25)	(23)	(34)	(48)
	(291)	570	58	28	(54)	279	63
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profits (pertes) latents provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 128)	2 484	578	(98)	(278)	1 356	898
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	103	(178)	(120)	-	(25)	(75)	(295)
	(1 025)	2 306	458	(98)	(303)	1 281	603
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net							
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	212	(226)	(73)	(98)	21	(14)	46
Réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur (note 1) 7)	(17)	18	-	-	-	1	-
	195	(208)	(73)	(98)	21	(13)	46
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(1 149)	2 652	384	(109)	(325)	1 503	663
Total du résultat global (de la perte globale)	(150)\$	3 652 \$	1 454 \$	1 017 \$	751 \$	3 502 \$	2 800 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	(156)	3 638	1 441	1 001	737	3 482	2 773
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	6	14	13	16	14	20	27
Total du résultat global (de la perte globale)	(150)\$	3 652 \$	1 454 \$	1 017 \$	751 \$	3 502 \$	2 800 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 13 \$, de (13) \$, de 8 \$, de (30) \$ et de (12) \$ pour le trimestre et de néant et de néant pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 \$, de 11 \$, de 10 \$, de 6 \$ et de 9 \$ pour le trimestre et de 14 \$ et de 21 \$ pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 105 \$, de (207) \$, de (37) \$, de (14) \$ et de 15 \$ pour le trimestre et de (102) \$ et de (28) \$ pour le semestre, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 6 \$, de 8 \$, de 6 \$ et de 5 \$ pour le trimestre et de 6 \$ et de 14 \$ pour le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (40) \$, de 64 \$, de 42 \$, de (2) \$ et de 9 \$ pour le trimestre et de 24 \$ et de 104 \$ pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (84) \$, de 92 \$, de 49 \$, de 32 \$ et de (11) \$ pour le trimestre et de 8 \$ et de (21) \$ pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$ et de (6) \$ pour le trimestre et de 0 \$ et de néant pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 403 \$	44 162 \$	28 386 \$	38 250 \$	35 082 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 256	6 597	6 110	5 800	7 069
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	82 031	88 991	85 022	90 459	82 426
Titres disponibles à la vente	49 340	50 711	46 966	47 673	51 883
Titres détenus jusqu'à l'échéance	10 015	10 586	10 344	10 420	9 318
Titres divers	1 060	1 084	987	989	983
	142 446	151 372	143 319	149 541	144 610
Titres pris en pension ou empruntés	64 576	66 086	53 555	49 452	51 981
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	101 839	102 073	101 013	99 484	97 632
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 273	65 301	64 143	64 286	64 571
Prêts sur cartes de crédit	7 896	7 924	7 972	7 976	7 953
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	132 153	133 193	120 766	115 812	116 492
	306 161	308 491	293 894	287 558	286 648
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 453	10 986	10 878	9 651	9 906
Provision pour pertes sur créances	(1 758)	(1 847)	(1 734)	(1 768)	(1 850)
	315 856	317 630	303 038	295 441	294 704
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 831	62 989	32 655	26 825	28 859
Bureaux et matériel	2 274	2 334	2 276	2 174	2 172
Écart d'acquisition	5 646	5 900	5 353	5 253	3 994
Immobilisations incorporelles	2 136	2 214	2 052	2 020	1 554
Actifs d'impôt exigible	596	579	665	770	800
Actifs d'impôt différé	3 174	3 437	3 019	2 962	2 927
Actifs divers	9 081	9 110	8 231	8 344	8 293
	62 738	86 563	54 251	48 348	48 599
Total des actifs	633 275 \$	672 410 \$	588 659 \$	586 832 \$	582 045 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	28 864 \$	24 310 \$	18 243 \$	22 865 \$	22 607 \$
Entreprises et administrations publiques	254 738	262 272	239 139	243 808	238 915
Particuliers	140 629	143 196	135 706	132 550	132 485
	424 231	429 778	393 088	399 223	394 007
Autres passifs					
Instruments dérivés	44 237	63 701	33 657	28 151	30 279
Acceptations	11 453	10 986	10 878	9 651	9 906
Titres vendus à découvert	25 908	30 013	27 348	28 366	24 350
Titres mis en pension ou prêtés	42 039	49 551	39 695	40 606	46 125
Passifs d'impôt exigible	211	262	235	255	146
Passifs d'impôt différé	188	161	178	185	71
Passifs divers	44 170	45 279	43 263	42 147	39 871
	168 206	199 953	155 254	149 361	150 748
Dettes subordonnées	4 435	4 964	4 913	3 948	3 965
Capitaux propres					
Capital social	14 970	15 413	15 397	15 194	14 686
Surplus d'apport	303	303	304	310	313
Résultats non distribués	17 765	17 489	17 237	16 724	16 155
Cumul des autres éléments du résultat global	2 878	4 027	1 375	991	1 100
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	35 916	37 232	34 313	33 219	32 254
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	487	483	1 091	1 081	1 071
Total des capitaux propres	36 403	37 715	35 404	34 300	33 325
Total des passifs et des capitaux propres	633 275 \$	672 410 \$	588 659 \$	586 832 \$	582 045 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Actions privilégiées				
Solde à l'ouverture de la période	3 040 \$	2 265 \$	3 040 \$	2 265 \$
Émises au cours de la période	-	500	-	500
Rachetées au cours de la période	(400)	(150)	(400)	(150)
Solde à la clôture de la période	2 640	2 615	2 640	2 615
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture de la période	12 373	12 033	12 357	12 003
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	-	57	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	15	38	31	68
Rachetées aux fins d'annulation	(58)	-	(115)	-
Solde à la clôture de la période	12 330	12 071	12 330	12 071
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	303	316	304	315
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(1)	(3)	1	(2)
Autres	1	-	(2)	-
Solde à la clôture de la période	303	313	303	313
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	17 489	15 617	17 237	15 087
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	993	1 062	1 979	2 110
Dividendes - Actions privilégiées	(31)	(27)	(64)	(55)
- Actions ordinaires	(515)	(490)	(1 033)	(980)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(171)	-	(354)	-
Frais d'émission d'actions	-	(7)	-	(7)
Solde à la clôture de la période	17 765	16 155	17 765	16 155
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente				
Solde à l'ouverture de la période	140	145	156	205
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(6)	27	(8)	(11)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(22)	(16)	(36)	(38)
Solde à la clôture de la période	112	156	112	156
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde à l'ouverture de la période	711	109	141	(8)
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(282)	(31)	313	111
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(9)	(23)	(34)	(48)
Solde à la clôture de la période	420	55	420	55
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Solde à l'ouverture de la période	3 674	1 311	1 368	405
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 128)	(278)	1 356	898
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	103	(25)	(75)	(295)
Solde à la clôture de la période	2 649	1 008	2 649	1 008
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi				
Solde à l'ouverture de la période	(516)	(140)	(290)	(165)
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi 6)	212	21	(14)	46
Solde à la clôture de la période	(304)	(119)	(304)	(119)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur				
Solde à l'ouverture de la période	18	-	-	-
Réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(17)	-	1	-
Solde à la clôture de la période	1	-	1	-
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 878	1 100	2 878	1 100
Total des capitaux propres	35 916 \$	32 254 \$	35 916 \$	32 254 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	483	1 059	1 091	1 072
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	6	14	20	27
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	(27)	(26)
Rachat de titres de fiducie de capital (note 11)	-	-	(600)	-
Autres	(2)	(2)	3	(2)
Solde à la clôture de la période	487	1 071	487	1 071
Total des capitaux propres	36 403 \$	33 325 \$	36 403 \$	33 325 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 13 \$, de (12) \$, de néant et de néant pour le trimestre et le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 \$, de 9 \$, de 14 \$ et de 21 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 105 \$, de 15 \$, de (102) \$ et de (28) \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 5 \$, de 6 \$ et de 14 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (40) \$, de 9 \$, de 24 \$ et de 104 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (84) \$, de (11) \$, de 8 \$ et de (21) \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	999 \$	1 076 \$	1 999 \$	2 137 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	4	1	5	1
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(74)	(48)	(114)	(110)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	5 817	3 221	4 277	(6 524)
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	161	162	324	261
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	26 250	8 814	(7 875)	1 073
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	(22 356)	(6 694)	11 086	(1 473)
Amortissement des bureaux et du matériel	96	92	188	181
Amortissement des immobilisations incorporelles	100	90	196	180
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	133	21	8	226
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	30	(44)	7	(36)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	(69)	238	103	369
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(48)	(240)	(26)	(296)
Variation des intérêts courus - (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	30	(56)	76	(3)
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	30	76	(65)	38
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 902)	(244)	2 042	512
Augmentation (diminution) nette des dépôts	6 713	(1 236)	14 175	15 718
(Augmentation) nette des prêts	(3 544)	(5 862)	(5 830)	(10 073)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(3 601)	(2 194)	(1 729)	1 640
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(5 934)	1 756	25	16 132
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(771)	1 073	(8 004)	(10 682)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 064	2	10 868	9 271
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
(Diminution) nette des passifs des filiales	(9)	(4)	(18)	(31)
Produit d'obligations couvertes	-	-	2 748	-
Remboursement sur la dette subordonnée (note 10)	(500)	-	(500)	-
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11)	-	500	-	500
Rachat d'actions privilégiées (note 11)	(400)	(150)	(400)	(150)
Rachat de titres d'une filiale (note 11)	-	-	(600)	-
Frais d'émission d'actions	-	(7)	-	(7)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	14	38	32	68
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	(229)	-	(469)	-
Dividendes versés en trésorerie	(550)	(518)	(1 039)	(1 023)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	-	-	(27)	(26)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 674)	(141)	(273)	(669)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(949)	(599)	(744)	(316)
Achats de titres, autres que de négociation	(4 108)	(10 018)	(8 387)	(17 782)
Échéances de titres, autres que de négociation	937	5 195	2 056	8 760
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 102	7 069	6 438	8 552
Bureaux et matériel - sorties nettes (achats nets)	(93)	14	(103)	(51)
Logiciels achetés et développés - (achats nets)	(74)	(100)	(153)	(182)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 185)	1 561	(893)	(1 019)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 964)	(452)	2 315	1 410
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 759)	970	12 017	8 993
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	44 162	34 112	28 386	26 089
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	40 403 \$	35 082 \$	40 403 \$	35 082 \$
Composition :				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	38 952 \$	32 963 \$	38 952 \$	32 963 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 451	2 119	1 451	2 119
	40 403 \$	35 082 \$	40 403 \$	35 082 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie :				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 091 \$	1 048 \$	2 344 \$	2 215 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	134 \$	152 \$	340 \$	171 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 259 \$	3 115 \$	6 646 \$	6 380 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2015 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2014, qui figurent aux pages 128 à 189 de notre Rapport annuel 2014.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 27 mai 2015.

Modifications de méthodes comptables

En date du 1^{er} novembre 2014, nous avons adopté les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui suivent : les dispositions sur le risque de crédit qui nous est propre contenues dans l'IFRS 9, *Instruments financiers*, les modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et de l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*, de même que l'Interprétation 21 de l'IFRS Interpretations Committee, *Droits ou taxes*. Il y a lieu de se reporter à la page 37 de notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre 2015 pour obtenir une description de ces prises de position en comptabilité nouvelles ou modifiées. L'adoption de ces prises de position en comptabilité nouvelles et modifiées n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2015				31 octobre 2014			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	10 326	109	8	10 427	10 420	82	1	10 501
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 415	90	24	4 481	4 063	44	3	4 104
l'administration fédérale américaine	1 846	20	1	1 865	1 094	2	3	1 093
des municipalités, agences et États américains	6 349	62	7	6 404	5 761	57	3	5 815
d'autres administrations publiques	5 643	26	2	5 667	6 116	17	1	6 132
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	2 809	45	3	2 851	3 031	24	1	3 054
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	7 678	39	7	7 710	6 872	35	12	6 895
Titres de créance d'entreprises	8 088	117	5	8 200	7 577	95	6	7 666
Titres de participation d'entreprises	1 677	118	60	1 735	1 582	129	5	1 706
Total	48 831	626	117	49 340	46 516	485	35	46 966

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être compensés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

Note 3 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2015, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les autres passifs totalisait 220 millions de dollars (248 millions au 30 avril 2014).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	114	105	73	75	268	335	-	-	455	515
Montants sortis du bilan	(15)	(21)	(172)	(158)	(87)	(55)	-	-	(274)	(234)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	8	8	40	38	47	93	-	-	95	139
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	13	16	137	131	11	15	-	-	161	162
Fluctuations de change et autres	(9)	(6)	6	(7)	(50)	8	-	-	(53)	(5)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	111	102	84	79	189	396	-	-	384	577
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	86	99	697	630	827	780	28	24	1 638	1 533
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(3)	(11)	(18)	12	13	(4)	8	3	-	-
Fluctuations de change et autres	(3)	(1)	(11)	(2)	(30)	(9)	-	-	(44)	(12)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	80	87	668	640	810	767	36	27	1 594	1 521
Total de la provision pour pertes sur créances	191	189	752	719	999	1 163	36	27	1 978	2 098
Composition :										
Prêts	168	169	752	719	802	935	36	27	1 758	1 850
Autres instruments de crédit	23	20	-	-	197	228	-	-	220	248

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Pour les périodes de six mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	113	99	74	71	237	315	-	-	424	485
Montants sortis du bilan	(32)	(41)	(342)	(309)	(161)	(165)	-	-	(535)	(515)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	11	21	79	80	107	249	-	-	197	350
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	24	31	272	246	28	(16)	-	-	324	261
Fluctuations de change et autres	(5)	(8)	1	(9)	(22)	13	-	-	(26)	(4)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	111	102	84	79	189	396	-	-	384	577
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	83	88	678	622	754	756	27	19	1 542	1 485
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(8)	(3)	(22)	16	21	(21)	9	8	-	-
Fluctuations de change et autres	5	2	12	2	35	32	-	-	52	36
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	80	87	668	640	810	767	36	27	1 594	1 521
Total de la provision pour pertes sur créances	191	189	752	719	999	1 163	36	27	1 978	2 098
Composition :										
Prêts	168	169	752	719	802	935	36	27	1 758	1 850
Autres instruments de crédit	23	20	-	-	197	228	-	-	220	248

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 17 millions de dollars et de 42 millions ont été inscrits pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (28 millions et 64 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement).

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 756 millions de dollars au 30 avril 2015 (728 millions au 31 octobre 2014). Au 30 avril 2015, des prêts restructurés d'un montant de 313 millions de dollars ont été classés comme productifs (291 millions au 31 octobre 2014). Des prêts restructurés de 5 millions de dollars et de 11 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (25 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, nous avons inscrit des dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 21 millions de dollars et de 32 millions, respectivement (dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 2 millions et de 1 million, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 7 millions de dollars et à 15 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (9 millions et 17 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la provision générale et la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 4 millions de dollars et à 8 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (11 millions et 25 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en trésorerie sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 5 millions de dollars et à 28 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (44 millions et 89 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement).

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs a donné lieu pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 à un recouvrement de 2 millions de dollars et à une charge de 15 millions, respectivement, au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances, et de néant et néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (4 millions et 4 millions au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de néant et 6 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total du recouvrement des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 3 millions de dollars et à 3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (provision spécifique pour pertes sur créances de 21 millions et de 55 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement).

Au 30 avril 2015, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 10 710 millions de dollars (11 703 millions au 31 octobre 2014). Au 30 avril 2015, l'ajustement au titre des pertes sur créances sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 248 millions de dollars, à 81 millions et à néant, respectivement (279 millions, 94 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 329 millions de dollars, une tranche de 178 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 151 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 26 millions de dollars et de 55 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (reprise de 45 millions et de 162 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014).

Au 30 avril 2015, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 420 millions de dollars (488 millions au 31 octobre 2014). Le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établit désormais à néant (néant au 31 octobre 2014).

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme et de la gestion du risque de marché structurel découlant de nos activités bancaires et d'assurance.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter les engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Note 5 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)	20 avril 2015 1)		31 octobre 2014	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	8 890		9 569	
Autres actifs connexes 2)	8 389		8 382	
Total	17 279	16 931	17 951	17 546

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 441 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 451 millions, pour une position nette de (10) millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, nous avons vendu des prêts de 1 398 millions de dollars et de 2 799 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (856 millions et 2 016 millions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014).

Note 6 : Entités structurées

La banque consolide les entités structurées sur lesquelles elle exerce un contrôle. Le risque de perte lié à nos entités structurées consolidées était de 1 704 millions de dollars en ce qui a trait aux entités de titrisation de la banque, de 6 132 millions en ce qui a trait à notre entité de titrisation américaine des clients, de 256 millions en ce qui a trait à notre entité de protection du crédit et de 27 556 millions en ce qui a trait à nos entités de capital et de financement au 30 avril 2015 (2 012 millions, 5 385 millions, 266 millions et 26 052 millions, respectivement, au 31 octobre 2014).

Le tableau ci-après fait état des montants liés à nos participations dans des entités structurées non consolidées :

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2015			31 octobre 2014		
	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 1) 2)	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 1) 2)	Entités de gestion de placements structurés
Participations inscrites au bilan						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	62	-	11	39	-
Titres de négociation	2	16	5 157	2	10	10 414
Titres disponibles à la vente	-	805	-	-	652	-
Dérivés	-	7	154	-	-	42
	11	890	5 311	13	701	10 456
Dépôts	1 264	62	2 903	1 265	39	5 853
Dérivés	-	-	721	-	-	1 115
Autres	20	-	1 671	21	-	3 447
	1 284	62	5 295	1 286	39	10 415
Risque de perte						
Titres détenus	2	821	5 157	2	662	10 414
Facilités utilisées	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées	43	5 195	s. o.	43	5 214	s. o.
Actifs dérivés	-	7	154	-	-	42
	57	6 023	5 311	57	5 876	10 456
Total des actifs des entités	1 284	4 139	5 311	1 286	3 783	10 456

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majeure partie de ces facilités ne visait pas un soutien de crédit au 30 avril 2015 ni au 31 octobre 2014.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

Notre exposition aux fonds gérés BMO était de 302 millions de dollars au 30 avril 2015 (513 millions au 31 octobre 2014).

Notre exposition aux fonds non gérés par BMO était de 6 713 millions de dollars au 30 avril 2015 (12 007 millions au 31 octobre 2014).

s. o. - sans objet

Note 7 : Acquisitions

F&C Asset Management plc (F&C)

Le 7 mai 2014, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de F&C Asset Management plc, gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni, pour une contrepartie en trésorerie de 712 millions de livres sterling. Au cours du deuxième trimestre de 2015, nous avons terminé la ventilation du prix d'achat. Aucun ajustement n'a été comptabilisé par suite de cette ventilation définitive. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 12 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 153 et 154 de notre Rapport annuel 2014.

Note 8 : Écart d'acquisition

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition par groupe d'UGT pour le trimestre clos le 30 avril 2015 et l'exercice clos le 31 octobre 2014.

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires Particuliers et entreprises			Gestion de patrimoine		BMO Marchés des capitaux		Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Activités traditionnelles de gestion de patrimoine	Assurance	Total		
Solde au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	847	2	849	199	3 819
Acquisitions durant l'exercice	-	-	-	1 268	-	1 268	-	1 268
Autres 1)	(1)	220	219	35	-	35	12	266
Solde au 31 octobre 2014	68	2 922	2 990	2 150	2	2 152	211	5 353
Autres 1)	-	206	206	76	-	76	11	293
Solde au 30 avril 2015	68 2)	3 128 3)	3 196	2 226 4)	2 5)	2 228	222 6)	5 646

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club Canada et Aver Media LP.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., Diners Club U.S., AMCORE et M&I.

4) Concerne essentiellement BMO Nesbitt Burns Inc., Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, Lloyd George Management, M&I, Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., CTC consulting, LLC, l'EGPA et F&C Asset Management.

5) Concerne AIG.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

Note 9 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	30 avril 2015	31 octobre 2014	30 avril 2015	31 octobre 2014	30 avril 2015	31 octobre 2014	30 avril 2015	31 octobre 2014	30 avril 2015	31 octobre 2014
Catégories de déposants :										
Banques	1 102	997	1 023	993	2 615	2 412	24 124	13 841	28 864	18 243
Entreprises et administrations publiques	16 346	14 958	34 968	28 001	53 380	57 165	150 044	139 015	254 738	239 139
Particuliers	2 788	2 524	13 820	12 900	79 333	75 529	44 688	44 753	140 629	135 706
Total 1) 2)	20 236	18 479	49 811	41 894	135 328	135 106	218 856	197 609	424 231	393 088
Domiciliation :										
Canada	18 563	16 753	31 989	28 832	74 038	77 232	118 797	111 193	243 387	234 010
États-Unis	1 089	1 191	17 743	12 972	60 562	57 314	74 393	66 664	153 787	138 141
Autres pays	584	535	79	90	728	560	25 666	19 752	27 057	20 937
Total	20 236	18 479	49 811	41 894	135 328	135 106	218 856	197 609	424 231	393 088

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 30 avril 2015 et au 31 octobre 2014, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 29 921 millions de dollars et 18 183 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2015 et au 31 octobre 2014, les dépôts comprenaient des dépôts de 220 048 millions de dollars et de 191 155 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 10 815 millions et de 8 204 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 197 112 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 101 221 millions étaient domiciliés au Canada, 70 230 millions, aux États-Unis et 25 661 millions, dans d'autres pays (174 612 millions, 92 668 millions, 62 193 millions et 19 751 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Des dépôts de 101 221 millions domiciliés au Canada, 36 353 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 7 550 millions, dans trois à six mois, 7 765 millions, dans six à douze mois et 49 553 millions, dans plus de douze mois (92 668 millions, 27 304 millions, 7 465 millions, 11 565 millions et 46 334 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 189 364 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (170 981 millions au 31 octobre 2014).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts.

Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 30 avril 2015, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 1 872 millions de dollars (651 millions au 31 octobre 2014).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 5 891 millions de dollars au 30 avril 2015 (4 294 millions au 31 octobre 2014).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 10 650 millions de dollars au 30 avril 2015 (7 683 millions au 31 octobre 2014).

Note 10 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées et de nos billets à moyen terme de série C, deuxième tranche de 500 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Note 11 : Capitaux propres

Actions ordinaires et privilégiées en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	30 avril 2015		31 octobre 2014		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 23	–	–	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	actions privilégiées – catégorie B – Série 28 2), 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 30 2), 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 32 2), 3)
		2 640		3 040	
Actions ordinaires 4)	644 255 593	12 330	649 050 049	12 357	
Capital social		14 970		15 397	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 161 à 166 de notre Rapport annuel 2014.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 12 898 606 actions ordinaires au 30 avril 2015 (13 337 765 actions ordinaires au 31 octobre 2014).

Actions privilégiées

Le 23 avril 2015, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2015, 14 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 13 au prix de 25,25 \$ par action, pour un prix de rachat brut prévu de 353 millions de dollars.

Le 25 février 2015, nous avons racheté la totalité des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 23 au prix de 25,00 \$ par action, pour un prix de rachat brut prévu de 400 millions de dollars.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 et 21 au prix de 25,00 \$ l'action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci, pour un prix de rachat brut prévu de 425 millions de dollars.

Le 30 juillet 2014, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 31 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 300 millions de dollars.

Le 6 juin 2014, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 400 millions de dollars.

Le 23 avril 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, nous avons racheté 3 millions et 6 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 76,12 \$ et de 78,07 \$ chacune, pour un total de 229 millions de dollars et de 469 millions, respectivement. Aucune action n'avait été rachetée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014.

Le 1^{er} février 2015, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée d'un an. Aux termes de celle-ci, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. La Banque consultera périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2014, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série D (BOaTS BMO – série D) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 600 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Note 12 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2015, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2015 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 13 à 15 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2015.

Note 13 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2015 et 2014, nous n'avons attribué aucune option sur action. Au cours du semestre clos le 30 avril 2015, nous avons attribué un total de 641 875 options sur actions (1 618 223 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2014). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le semestre clos le 30 avril 2015 a été de 7,45 \$ l'option (6,36 \$ l'option durant le semestre clos le 30 avril 2014).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les semestres clos le	30 avril 2015	30 avril 2014
Taux de dividende attendu	4,7 %	5,0 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,9 % - 17,0 %	16,4 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % - 2,0 %	2,5 % - 2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	70	59	7	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(2)	(3)	12	12
Charges administratives	1	2	-	-
Charge au titre des prestations	69	58	19	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	23	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	94	83	19	19

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Pour les périodes de six mois closes le				
Prestations constituées des employés	140	119	14	13
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(3)	(5)	25	25
Charges administratives	2	3	-	-
Charge au titre des prestations	139	117	39	38
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	44	39	-	-
Charge au titre des cotisations définies	5	4	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	188	160	39	38

Note 14 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	993	1 062	1 979	2 110
Dividendes sur les actions privilégiées	(31)	(27)	(64)	(55)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	962	1 035	1 915	2 055
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 504	644 881	646 938	644 654
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,49	1,61	2,96	3,19

Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	962	1 035	1 915	2 055
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 504	644 881	646 938	644 654
Options sur actions pouvant être exercées 1)	9 522	11 281	9 654	11 285
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 171)	(8 954)	(7 144)	(8 979)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	647 855	647 208	649 448	646 960
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,49	1,60	2,95	3,18

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 994 844 options et 1 892 106, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 183,86 \$ et de 189,63 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (1 793 254 et 1 805 965 options d'un prix moyen pondéré de 235,33 \$ et de 235,28 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comptables et ajustées comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation.

Base de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés intermédiaires, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés annuels. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser davantage la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Base d'imposition comparable

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements bic des groupes d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2015						
Revenus nets d'intérêts	1 194	684	150	274	(190)	2 112
Revenus autres que d'intérêts	411	194	1 038	738	33	2 414
Total des revenus	1 605	878	1 188	1 012	(157)	4 526
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	18	1	5	(6)	161
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	24	-	-	24
Amortissement	36	44	39	11	66	196
Charges autres que d'intérêts	777	534	797	606	202	2 916
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	649	282	327	390	(419)	1 229
Charge d'impôts sur le résultat	163	76	89	94	(192)	230
Bénéfice net comptable	486	206	238	296	(227)	999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	6	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	486	206	238	296	(233)	993
Actifs moyens	195 128	87 947	29 173	289 891	59 301	661 440

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2014						
Revenus nets d'intérêts	1 152	612	135	327	(163)	2 063
Revenus autres que d'intérêts	386	174	1 072	624	50	2 306
Total des revenus	1 538	786	1 207	951	(113)	4 369
Dotation à la provision pour pertes sur créances	131	52	2	(4)	(19)	162
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	328	-	-	328
Amortissement	34	44	23	12	68	181
Charges autres que d'intérêts	731	471	608	569	34	2 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	642	219	246	374	(196)	1 285
Charge d'impôts sur le résultat	162	62	54	69	(138)	209
Bénéfice net comptable	480	157	192	305	(58)	1 076
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	480	157	192	305	(72)	1 062
Actifs moyens	188 940	74 623	23 589	264 036	43 572	594 760

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de six mois close le 30 avril 2015						
Revenus nets d'intérêts	2 411	1 365	310	662	(417)	4 331
Revenus autres que d'intérêts	822	372	2 660	1 271	125	5 250
Total des revenus	3 233	1 737	2 970	1 933	(292)	9 581
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	58	3	14	(26)	324
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	771	-	-	771
Amortissement	72	87	76	21	128	384
Charges autres que d'intérêts	1 576	1 051	1 588	1 219	300	5 734
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 310	541	532	679	(694)	2 368
Charge d'impôts sur le résultat	322	143	135	162	(393)	369
Bénéfice net comptable	988	398	397	517	(301)	1 999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	20	20
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	988	398	397	517	(321)	1 979
Actifs moyens	194 684	86 310	28 482	288 760	57 853	656 089

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de six mois close le 30 avril 2014						
Revenus nets d'intérêts	2 348	1 217	275	587	(251)	4 176
Revenus autres que d'intérêts	768	342	2 155	1 337	70	4 672
Total des revenus	3 116	1 559	2 430	1 924	(181)	8 848
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	73	1	(5)	(78)	261
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	685	-	-	685
Amortissement	71	90	44	24	132	361
Charges autres que d'intérêts	1 484	948	1 232	1 165	88	4 917
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 291	448	468	740	(323)	2 624
Charge d'impôts sur le résultat	326	124	102	159	(224)	487
Bénéfice net comptable	965	324	366	581	(99)	2 137
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	27	27
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	965	324	366	581	(126)	2 110
Actifs moyens	188 090	72 496	23 340	259 014	44 397	587 337

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2015	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 331	736	45	2 112
Revenus autres que d'intérêts	1 437	647	330	2 414
Total des revenus	2 768	1 383	375	4 526
Dotation à la provision pour pertes sur créances	180	(19)	-	161
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	(94)	-	118	24
Amortissement	107	70	19	196
Charges autres que d'intérêts	1 692	1 037	187	2 916
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	883	295	51	1 229
Charge d'impôts sur le résultat	165	57	8	230
Bénéfice net comptable	718	238	43	999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	5	-	1	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	713	238	42	993
Actifs moyens	405 677	228 596	27 167	661 440

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 322	702	39	2 063
Revenus autres que d'intérêts	1 566	575	165	2 306
Total des revenus	2 888	1 277	204	4 369
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	25	(1)	162
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	258	-	70	328
Amortissement	107	70	4	181
Charges autres que d'intérêts	1 418	904	91	2 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	967	278	40	1 285
Charge d'impôts sur le résultat	172	55	(18)	209
Bénéfice net comptable	795	223	58	1 076
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	-	-	14
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	781	223	58	1 062
Actifs moyens	370 243	202 955	21 562	594 760

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 avril 2015	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	2 726	1 519	86	4 331
Revenus autres que d'intérêts	3 382	1 206	662	5 250
Total des revenus	6 108	2 725	748	9 581
Dotation à la provision pour pertes sur créances	290	34	-	324
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	558	-	213	771
Amortissement	209	138	37	384
Charges autres que d'intérêts	3 336	2 047	351	5 734
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 715	506	147	2 368
Charge d'impôts sur le résultat	262	81	26	369
Bénéfice net comptable	1 453	425	121	1 999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	20	-	-	20
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 433	425	121	1 979
Actifs moyens	403 548	224 914	27 627	656 089

Pour la période de six mois close le 30 avril 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	2 667	1 431	78	4 176
Revenus autres que d'intérêts	3 196	1 153	323	4 672
Total des revenus	5 863	2 584	401	8 848
Dotation à la provision pour pertes sur créances	269	(6)	(2)	261
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	556	-	129	685
Amortissement	213	140	8	361
Charges autres que d'intérêts	2 963	1 782	172	4 917
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 862	668	94	2 624
Charge d'impôts sur le résultat	351	150	(14)	487
Bénéfice net comptable	1 511	518	108	2 137
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	27	-	-	27
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 484	518	108	2 110
Actifs moyens	368 628	197 597	21 112	587 337

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 16 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 178 à 185, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	30 avril 2015		31 octobre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	10 015	10 149	10 344	10 490
Autres 1)	594	2 112	510	1 829
	10 609	12 261	10 854	12 319
Titres pris en pension ou empruntés 2)	51 554	51 197	33 141	33 095
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	101 839	102 373	101 013	101 273
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 273	63 406	64 143	63 280
Prêts sur cartes de crédit	7 896	7 652	7 972	7 706
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	132 153	130 750	120 766	119 399
	306 161	304 181	293 894	291 658
Dépôts	424 231	424 514	393 088	393 242
Titres vendus à découvert 3)	35 597	35 675	25 485	25 505
Passifs divers 4)	23 335	23 951	23 546	23 927
Dettes subordonnées	4 435	4 688	4 913	5 110

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 466 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (477 millions de dollars au 31 octobre 2014).

2) Ne tient pas compte de 13 022 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (20 414 millions au 31 octobre 2014).

3) Ne tient pas compte de 6 442 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (14 210 millions au 31 octobre 2014).

4) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 23 millions de dollars et de 126 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 19 millions de dollars et de hausse de moins de 1 million avant impôt comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (baisse de 13 millions et de 25 millions enregistrée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, dont 39 millions de dollars et 37 millions étaient attribuables aux variations de notre propre écart de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Au 30 avril 2015, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 8 246 millions de dollars et de 8 219 millions (7 639 millions et 7 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 069 millions de dollars au 30 avril 2015 (6 599 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 231 millions de dollars et à une augmentation de 304 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (augmentation de 71 millions et de 227 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 507 millions de dollars au 30 avril 2015 (407 millions au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une baisse de 13 millions et à une hausse de 16 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (hausse de 5 millions et de 13 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, une baisse de 4 millions de dollars et une hausse de 1 million, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux. Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 139 millions de dollars au 30 avril 2015 (139 millions au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de moins de 1 million et de moins de 1 million des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement (hausse de 1 million de dollars et de 1 million pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 466 millions de dollars au 30 avril 2015 (467 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 4 millions de dollars et de 20 millions, respectivement, des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (augmentation de 14 millions et de 8 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2015			31 octobre 2014		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	7 796	2 020	-	8 737	1 725	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 904	3 832	-	3 134	4 062	-
l'administration fédérale américaine	4 641	448	-	5 725	440	-
des municipalités, agences et États américains	-	999	90	-	626	85
d'autres administrations publiques	383	89	-	124	99	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	726	-	-	702	-
Titres de créance d'entreprises	292	8 966	457	1 974	9 319	538
Titres de participation d'entreprises	42 179	5 209	-	37 221	10 511	-
	59 195	22 289	547	56 915	27 484	623
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 234	5 193	-	4 946	5 555	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 316	2 165	-	1 679	2 425	-
l'administration fédérale américaine	1 865	-	-	1 093	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	6 403	1	-	5 814	1
d'autres administrations publiques	1 993	3 674	-	2 136	3 996	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	10 561	-	-	9 949	-
Titres de créance d'entreprises	5 918	2 275	7	5 687	1 971	8
Titres de participation d'entreprises	349	135	1 251	422	146	1 138
	17 675	30 406	1 259	15 963	29 856	1 147
Titres divers	-	-	466	10	-	467
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	23 164	2 744	-	23 615	3 733	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	8 393	-	-	7 785	-
Passifs au titre des rentes	-	507	-	-	407	-
	23 164	11 644	-	23 615	11 925	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	9	19 738	-	23	18 241	-
Contrats de change	39	17 868	-	32	12 649	-
Contrats sur produits de base	1 248	53	-	653	30	-
Contrats sur titres de participation	43	757	-	51	896	-
Swaps sur défaillance	-	73	3	-	68	12
	1 339	38 489	3	759	31 884	12
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	33	18 021	-	33	16 983	-
Contrats de change	31	20 947	-	33	12 110	-
Contrats sur produits de base	1 929	456	-	1 101	233	-
Contrats sur titres de participation	40	2 655	-	38	3 002	-
Swaps sur défaillance	-	125	-	-	116	8
	2 033	42 204	-	1 205	32 444	8

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette de valeur des données non observables importantes utilisées aux fins des évaluations.

Au 30 avril 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Poste dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Fourchette de valeur des données 1)	
					Bas	Haut
Valeurs mobilières						
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	1 251	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 5,5x	s. o. 9,5x
Titres garantis par des prêts 3)	Titres de créance d'entreprises	464	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	1,25 %	1,25 %
Titres de banques d'affaires	Titres divers	466	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 4,4x	s. o. 8,7x

- 1) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.
 - 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 642 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.
 - 3) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.
- s. o. - sans objet

Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

Coefficient valeur d'entreprise/BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur connexe. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 30 avril 2015 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 452 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. Au 30 avril 2015, les actifs dérivés et les passifs dérivés étaient évalués à 3 millions de dollars et à néant, respectivement. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction connexe. Au 30 avril 2015, l'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base de la marge d'escompte consisterait en une diminution ou en une augmentation de 1 million de dollars de la juste valeur, respectivement.

Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses de rechange raisonnablement possibles en ce qui a trait aux catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de placement ou de fonds.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, des titres de négociation de 6 millions de dollars et de 139 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, des titres de négociation de 60 millions de dollars et de 67 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de 180 millions de dollars et de 180 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, aucun transfert de titres disponibles à la vente ou de titres de négociation n'a été effectué au niveau 3 ou depuis le niveau 3.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2015	Variation de la juste valeur		Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2015	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 janvier 2015	Inclus dans les résultats							
Titres de négociation									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	95	(5)	-	-	-	-	-	90	(5)
Titres de créance d'entreprises	544	(28)	-	-	(59)	-	-	457	(28)
Total des titres de négociation	639	(33)	-	-	(59)	-	-	547	(33)
Titres disponibles à la vente									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	-	(1)	-	-	7	-
Titres de participation d'entreprises	1 289	(13)	(47)	34	(12)	-	-	1 251	(47)
Total des titres disponibles à la vente	1 298	(13)	(47)	34	(13)	-	-	1 259	(47)
Titres divers	488	35	-	13	(70)	-	-	466	35
Actifs dérivés									
Swaps sur défaillance	3	-	-	-	-	-	-	3	(1)
Passifs dérivés									
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2015 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2015 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2015	Variation de la juste valeur		Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2015	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2014	Inclus dans les résultats							
Titres de négociation									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	85	5	-	-	-	-	-	90	5
Titres de créance d'entreprises	538	25	-	-	(106)	-	-	457	25
Total des titres de négociation	623	30	-	-	(106)	-	-	547	30
Titres disponibles à la vente									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	-	(1)	-	-	7	-
Titres de participation d'entreprises	1 138	(20)	90	74	(31)	-	-	1 251	90
Total des titres disponibles à la vente	1 147	(20)	90	74	(32)	-	-	1 259	90
Titres divers	467	45	-	84	(130)	-	-	466	41
Actifs dérivés									
Swaps sur défaillance	12	(9)	-	-	-	-	-	3	(9)
Passifs dérivés									
Swaps sur défaillance	8	(8)	-	-	-	-	-	-	(8)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2015 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2015 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Note 17 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 95 à 100 de notre Rapport annuel 2014.

										30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 576	-	-	-	-	-	-	-	827	40 403
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 905	1 704	546	54	47	-	-	-	-	7 256
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	524	1 461	1 186	1 016	2 109	4 361	7 153	16 833	47 388	82 031
Titres disponibles à la vente	1 236	608	882	1 637	1 444	8 020	19 803	13 974	1 736	49 340
Titres détenus jusqu'à leur échéance	4	81	225	284	376	962	3 849	4 234	-	10 015
Titres divers	4	3	-	-	-	-	58	-	995	1 060
Total des valeurs mobilières	1 768	2 153	2 293	2 937	3 929	13 343	30 863	35 041	50 119	142 446
Titres pris en pension ou empruntés	47 485	11 582	4 039	968	485	17	-	-	-	64 576
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 586	2 314	3 945	4 486	4 673	18 483	56 525	9 827	-	101 839
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	421	869	1 100	1 372	1 515	5 127	20 161	10 169	23 539	64 273
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 896	7 896
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8 313	11 173	3 617	3 495	13 875	13 997	38 567	7 178	31 938	132 153
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 373	1 989	81	1	9	-	-	-	-	11 453
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 758)	(1 758)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	19 693	16 345	8 743	9 354	20 072	37 607	115 253	27 174	61 615	315 856
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 682	3 541	1 481	2 072	744	4 236	10 239	13 836	-	39 831
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 274	2 274
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 646	5 646
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 136	2 136
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	596	596
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 174	3 174
Divers	1 488	329	127	-	2	-	39	3 779	3 317	9 081
Total des autres actifs	5 170	3 870	1 608	2 072	746	4 236	10 278	17 615	17 143	62 738
Total des actifs	118 597	35 654	17 229	15 385	25 279	55 203	156 394	79 830	129 704	633 275

30 avril
2015

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	15 005	6 840	1 192	556	531	-	-	-	4 740	28 864
Entreprises et administrations publiques	28 257	27 923	24 366	12 843	6 691	16 542	23 519	9 903	104 694	254 738
Particuliers	1 541	3 174	6 121	4 426	4 852	7 919	14 940	1 715	95 941	140 629
Total des dépôts	44 803	37 937	31 679	17 825	12 074	24 461	38 459	11 618	205 375	424 231
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 871	4 210	2 537	3 399	1 411	6 563	11 283	11 963	-	44 237
Acceptations	9 373	1 989	81	1	9	-	-	-	-	11 453
Titres vendus à découvert	25 908	-	-	-	-	-	-	-	-	25 908
Titres mis en pension ou prêtés	41 096	752	69	-	122	-	-	-	-	42 039
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	211	211
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	188	188
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	1	437	1 205	788	437	5 040	9 777	4 535	-	22 220
Divers	7 120	502	9	-	10	1 125	2 875	1 816	8 493	21 950
Total des autres passifs	86 369	7 890	3 901	4 188	1 989	12 728	23 935	18 314	8 892	168 206
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	100	-	4 335	-	4 435
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	36 403	36 403
Total des passifs et des capitaux propres	131 172	45 827	35 580	22 013	14 063	37 289	62 394	34 267	250 670	633 275

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

30 avril
2015

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	971	4 144	3 231	8 369	7 210	13 674	54 542	3 521	-	95 662
Contrats de location simple	26	54	81	78	76	285	621	604	-	1 825
Contrats de garantie financière 1)	5 494	-	-	-	-	-	-	-	-	5 494
Obligations d'achat	63	125	183	163	164	612	877	206	-	2 393

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 625	-	-	-	-	-	-	-	761	28 386
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 124	1 420	521	14	31	-	-	-	-	6 110
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	542	1 159	584	1 344	1 274	5 255	9 722	17 409	47 733	85 022
Titres disponibles à la vente	1 014	345	553	1 138	714	8 750	21 047	11 699	1 706	46 966
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	113	98	294	1 356	4 172	4 311	-	10 344
Titres divers	-	10	3	2	-	-	45	19	908	987
Total des valeurs mobilières	1 556	1 514	1 253	2 582	2 282	15 361	34 986	33 438	50 347	143 319
Titres pris en pension ou empruntés	39 014	10 255	2 536	678	938	134	-	-	-	53 555
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 284	1 528	3 763	4 725	4 470	20 497	55 659	9 087	-	101 013
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	386	458	1 097	1 193	1 257	6 491	20 847	8 981	23 433	64 143
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 972	7 972
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	7 701	9 520	3 438	4 201	11 019	10 315	37 537	6 294	30 741	120 766
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 734)	(1 734)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	18 242	13 426	8 375	10 120	16 755	37 303	114 043	24 362	60 412	303 038
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 703	2 348	1 387	1 746	796	3 436	8 955	11 284	-	32 655
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 276	2 276
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 353	5 353
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 052	2 052
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	665	665
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 019	3 019
Divers	1 509	271	149	4	-	-	64	3 545	2 689	8 231
Total des autres actifs	4 212	2 619	1 536	1 750	796	3 436	9 019	14 829	16 054	54 251
Total des actifs	94 773	29 234	14 221	15 144	20 802	56 234	158 048	72 629	127 574	588 659

31 octobre
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	7 495	4 680	1 067	597	2	-	-	-	4 402	18 243
Entreprises et administrations publiques	26 644	25 061	20 255	10 157	8 439	16 347	23 914	8 198	100 124	239 139
Particuliers	2 039	3 290	5 472	4 296	5 288	6 386	16 454	1 528	90 953	135 706
Total des dépôts	36 178	33 031	26 794	15 050	13 729	22 733	40 368	9 726	195 479	393 088
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 545	2 321	1 325	2 095	1 399	4 565	9 633	10 774	-	33 657
Acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Titres vendus à découvert	27 348	-	-	-	-	-	-	-	-	27 348
Titres mis en pension ou prêtés	36 757	2 624	149	95	70	-	-	-	-	39 695
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	235	235
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	178	178
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	3	429	1 560	341	1 135	3 976	10 066	4 955	-	22 465
Divers	7 226	142	16	330	26	193	3 577	1 723	7 565	20 798
Total des autres passifs	81 750	7 436	3 127	2 862	2 639	8 734	23 276	17 452	7 978	155 254
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	100	4 813	-	4 913
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	35 404	35 404
Total des passifs et des capitaux propres	117 928	40 467	29 921	17 912	16 368	31 467	63 744	31 991	238 861	588 659

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 313	1 717	3 844	6 048	3 830	15 872	51 086	1 549	-	85 259
Contrats de location simple	26	52	77	77	76	281	630	638	-	1 857
Contrats de garantie financière 1)	5 269	-	-	-	-	-	-	-	-	5 269
Obligations d'achat	58	113	169	169	169	586	783	209	-	2 256

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés audités pour 2014, de notre présentation des résultats et de notre Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2015, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 27 mai 2015 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 24 août 2015, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Lisa Hofstatter, directrice générale, relations avec les investisseurs, lisa.hofstatter@bmo.com, 416-867-7019

Willi Hoffmann, directrice, relations avec les investisseurs, [willi.hoffmann@bmo.com](mailto:willa.hoffmann@bmo.com), 416-867-6956

Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2015 77,68 \$

Mars 2015 75,77 \$

Avril 2015 80,47 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2014, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2014 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal